



Ressources naturelles  
Canada

Natural Resources  
Canada



# PLAN D'ACTIVITÉS INTÉGRÉ 2010-2013



Canada



# TABLE DES MATIÈRES

---

MESSAGE DE LA SOUS-MINISTRE ET DU SOUS-MINISTRE DÉLÉGUÉ.....	1
À PROPOS DE CE DOCUMENT .....	3
SOMMAIRE .....	4
QUI NOUS SOMMES ET CE QUE NOUS FAISONS .....	5
CONTEXTE D'EXPLOITATION .....	6
Environnement externe .....	6
Contexte économique .....	6
La responsabilité environnementale est devenue un impératif économique .....	7
Environnement interne .....	8
Renouvellement et capacité de réaction du Ministère .....	8
La capacité d'action de RNCan.....	10
L'accent sur les priorités.....	11
GESTION DE NOS ACTIVITÉS : STRUCTURE ET STRATÉGIE .....	12
Où porter notre attention : Nos priorités d'affaires .....	14
Nos rôles et nos stratégies de mise en œuvre.....	19
Tirer profit de notre expertise : Repousser les frontières de la géographie et du savoir.....	19
Tirer profit de notre position : Promouvoir un programme d'innovation S-T national .....	20
Tirer profit de nos réseaux : Privilégier les partenariats axés sur nos priorités.....	21
Aligner nos ressources pour produire des résultats.....	22
NOS ACTIVITÉS PAR RÉSULTAT STRATÉGIQUE.....	31
Résultat stratégique 1 : Compétitivité économique.....	32
Activité de programme 1.1 : Possibilités économiques pour les ressources naturelles.....	33
Activité de programme 1.2 : Collectivités tributaires des ressources naturelles .....	40
Résultat stratégique 2 : Responsabilité environnementale .....	42
Activité de programme 2.1 : Énergie propre .....	44
Activité de programme 2.2 : Gestion du risque lié aux écosystèmes.....	50
Résultat stratégique 3 : Sûreté, sécurité et intendance.....	55
Activité de programme 3.1 : S'adapter au changement climatique et gestion du risque lié aux dangers .....	57
Activité de programme 3.2 : Des connaissances sur les ressources naturelles et la masse continentale et les systèmes.....	62
Activité de programme 3.3 : Fonds renouvelable de Géomatique Canada .....	67
Activité de programme 4.1 : Services internes .....	68
ANNEXE A – ARCHITECTURE DES ACTIVITÉS DE PROGRAMME .....	71
ANNEXE B – DÉTAILS FINANCIERS.....	73
ANNEXE C – DÉTAIL DES INITIATIVES DU PLAN D'ACTION ÉCONOMIQUE.....	74
ANNEXE D – FORMULAIRE DE RÉTROACTION .....	76



# MESSAGE DE LA SOUS-MINISTRE ET DU SOUS-MINISTRE DÉLÉGUÉ

*Nous sommes heureux de présenter le premier plan d'activités intégré de Ressources naturelles Canada (RNCan).*

Ce plan représente un jalon important dans notre engagement à faire de RNCan un ministère fort et pertinent qui contribue à créer pour les Canadiens un avantage durable en matière de ressources. Notre ministère reconnaît que la mise en valeur des ressources naturelles au XXI<sup>e</sup> siècle ne se fait pas de la même façon que par le passé. Notre plan nous aide à nous préparer à cet avenir et il tient compte du nouveau modèle de compétitivité qui combine leadership environnemental et responsabilité sociale aux impératifs économiques que sont les moteurs opérationnels et l'accroissement de la productivité.

De plus, notre plan d'activités intégré montre comment RNCan cible davantage ses efforts et établit des priorités qui lui permettent de répondre aux demandes du nouveau modèle mondial de compétitivité, tout en abordant les questions qui sont importantes pour les Canadiens. Nous faisons avancer le programme canadien en matière **d'énergie propre** et nous travaillons à assurer la compétitivité du secteur des ressources naturelles. Nous favorisons le développement durable des ressources dans le nord, nous améliorons le rendement du système réglementaire pour l'examen des grands projets et nous gérons les enjeux nucléaires en tenant compte des intérêts de tous les Canadiens.

Dans le cadre de notre engagement à l'égard du **renouvellement**, la capacité de RNCan à réaliser ses priorités est plus grande que jamais. Nous avons élaboré un **cadre stratégique** qui reconnaît l'importance des ressources naturelles au Canada et qui nous indique quand, comment et pourquoi cibler nos activités. Nous sommes davantage intégrés, faisant le lien entre la science et les politiques et parlant d'une seule voix afin de favoriser le changement dans le secteur



Cassie J. Doyle



Malcolm Brown

des ressources naturelles du Canada. En outre, le [leadership collectif](#) nous permet d'atteindre ensemble des objectifs que nous ne pouvons atteindre seuls.

Notre renouvellement ne s'arrête pas là. Nous avons redéfini nos rôles afin de mieux positionner le Canada en tant que chef de file mondial d'un genre nouveau dans le domaine des ressources. RNCan repoussera les frontières de la géographie et du savoir, fera la promotion d'un programme d'innovation S-T national dans le domaine des ressources naturelles, et privilégiera les partenariats axés sur nos priorités et sur les résultats.

Le plan d'activités intégré présente nos progrès et illustre comment le Ministère intègre ses programmes, ses activités et ses ressources afin de réaliser ses priorités. Surtout, le plan montre que nos gens, grâce à leur expertise, compétences et engagement, sont au cœur de la réussite du Ministère.

Plus que jamais, RNCan peut s'attendre à être au premier plan dans la gestion des questions d'actualité. Nous utiliserons notre plan d'activités intégré pour gérer de façon à atteindre des résultats et pour nous tenir au fait de nos réussites et des améliorations à apporter. Nous vous encourageons à lire ce plan pour comprendre comment votre travail et celui de vos collègues contribuent aux progrès de RNCan, aident à bâtir l'avenir du pays et font une différence dans la vie des Canadiens.

Cassie J. Doyle  
Sous-ministre

Malcolm Brown  
Sous-ministre délégué

# À PROPOS DE CE DOCUMENT

## CE QU'EST CE DOCUMENT...

Le Plan d'activités intégré (PAI) est un document détaillé qui explique comment RNCan réalisera sa vision et dans quelle mesure ses diverses activités appuient les priorités ministérielles. En somme, il indique ce que nous faisons, pourquoi nous le faisons et comment nous le faisons.

Plus spécifiquement, le document désigne les cinq priorités clés de RNCan qui sont essentielles à la réalisation de son mandat et de sa vision, et il établit quels sont les activités de programmes, les objectifs opérationnels et les résultats attendus pour les trois prochaines années (2010 à 2013). S'y ajoute de l'information sur la façon dont nous pouvons réussir grâce à nos gens, nos ressources matérielles, nos ressources d'information et nos ressources financières.

Le PAI nous permettra d'évaluer dans quelle mesure nous réussissons à atteindre nos objectifs, de réviser nos plans pour les corriger au besoin en cours de route, et de faire les investissements voulus pour le long terme.

## ... ET CE QUE NOUS POUVONS EN TIRER

Ce document permet aux employés de mieux comprendre ce que fait RNCan et la façon dont les nombreuses activités du Ministère lui permettent de réaliser son mandat et le [programme du gouvernement du Canada](#). Ensemble, les employés de RNCan contribuent à assurer aux Canadiens un avantage durable en matière de ressources.

En outre, le PAI permet aux intervenants et autres parties s'intéressant aux ressources naturelles de

mieux comprendre ce que fait RNCan et quels sont ses objectifs. Il présente les priorités du Ministère et sa contribution globale aux priorités du Canada visant les ressources naturelles, permettant ainsi aux intervenants de découvrir les activités de RNCan qui sont pertinentes à leurs propres rôles et responsabilités, et de cerner des domaines dans lesquels leurs intérêts rejoignent ceux du Ministère, ouvrant la voie à d'éventuelles collaborations.

Pour nous aider à réaliser les objectifs de cet important document, nous vous invitons à nous communiquer vos commentaires. Vous pouvez le faire en remplissant le formulaire en dernière page.

### Structure du PAI

Le PAI est organisé en quatre parties :

La partie « Qui nous sommes et ce que nous faisons » met l'accent sur les rôles et les responsabilités du Ministère.

La partie « Contexte d'exploitation » décrit l'environnement externe et interne de RNCan et les dispositions que nous prenons pour nous préparer à l'avenir.

La partie « Gestion de nos activités » décrit la façon dont nous participons et contribuons au programme du gouvernement, quelles sont nos priorités et comment nous menons et structurons nos activités.

La partie « Nos activités par résultat stratégique » décrit nos activités de programmes, la façon dont nous les réalisons et nos priorités, ainsi que la façon dont nous mesurerons notre succès.

# SOMMAIRE

---

Le nouveau Plan d'activités intégré (PAI) de RNCan constitue une étape importante dans notre renouvellement permanent et dans notre engagement à faire en sorte que le Ministère demeure fort, résolu et pertinent, contribuant à un Canada prospère, aujourd'hui et demain. Il indique comment nous réalisons notre mandat, comment nos activités appuient les priorités ministérielles et comment nos priorités appuient celles du gouvernement du Canada. En bref, il explique ce que fait le Ministère, comment il le fait et pourquoi il le fait.

Grâce à nos programmes et services ainsi qu'à la mise en œuvre d'initiatives ciblées du *Plan d'action économique*, nous avons porté assistance aux industries des ressources et à leurs travailleurs pendant un important ralentissement économique. Le redressement de l'industrie et le succès futur du Canada dépendront de la solidité de la demande mondiale et de notre aptitude à assurer la durabilité de la croissance par la responsabilité environnementale et sociale. Les chefs de file de l'industrie ont déjà accepté cette réalité et nous pouvons contribuer aux efforts en ce sens avec notre expertise et notre capacité de recherche. En fait, nous sommes bien placés pour le faire : lors des dernières années, notre expertise et notre capacité d'action ont souvent été utilisées dans la réalisation du programme gouvernemental.

À l'avenir, nous nous efforcerons de faire progresser un modèle de compétitivité où l'engagement environnemental et la responsabilité sociale des entreprises – qu'elles soient nationales ou internationales – sont des attributs essentiels du succès économique. Nous y parviendrons en nous consacrant à nos priorités :

- améliorer le rendement du système réglementaire pour l'examen des projets;
- secteurs des ressources naturelles compétitifs;
- énergie propre;
- gérer les enjeux nucléaires;
- développement durable des ressources dans le Nord.

Nous réussirons à réaliser notre mandat et nos priorités en tirant parti de nos ressources : nos gens, nos ressources matérielles, nos ressources d'information et nos ressources financières.



# QUI NOUS SOMMES ET CE QUE NOUS FAISONS

## NOTRE VISION : AMÉLIORER LA QUALITÉ DE VIE DES CANADIENS EN CRÉANT UN AVANTAGE DURABLE EN MATIÈRE DE RESSOURCES

RNCan est le partenaire fédéral principal des provinces, des territoires, de l'industrie et des autres intervenants nationaux et internationaux pour ce qui est de façonner l'avenir des ressources canadiennes. Le Ministère veille à ce que ses résultats soutiennent la compétitivité économique, la responsabilité environnementale, la sûreté et la sécurité des Canadiens ainsi que l'intendance des ressources naturelles. Il veille à ce que le développement économique tienne compte des attentes des Canadiens, qui souhaitent voir une industrie prospère et durable dans un environnement propre et sain. RNCan soutient également certaines des obligations les plus élémentaires d'un pays envers la sécurité de ses citoyens, en développant sa capacité d'action et ses connaissances sur la masse continentale vaste et diversifiée du Canada (p. ex., zones frontalières, catastrophes naturelles, dangers).

Le Ministère compte sur divers outils pour s'acquitter de ses responsabilités. Il utilise les sciences et la technologie (S-T) pour répondre aux priorités, par exemple en étayant la demande d'extension de la souveraineté du Canada sur le plateau continental en vertu de la [Convention des Nations Unies sur le droit de la mer](#), en facilitant la mise au point de véhicules consommant moins de carburant grâce à la recherche sur les matériaux, et en augmentant l'efficacité énergétique pour les particuliers et les

entreprises. RNCan met en place des politiques et des programmes qui contribuent à créer un avantage durable en matière de ressources et qui soutiennent des secteurs des ressources naturelles forts, compétitifs, et responsables du point de vue environnemental et social. Finalement, il recourt à des partenariats afin de faire avancer des dossiers majeurs, par exemple le déploiement des technologies de captage et de stockage du carbone.

RNCan compte quelque 4 500 employés, parmi lesquels des scientifiques, des ingénieurs, des économistes, des spécialistes de programmes, des conseillers en matière de politiques et du personnel de soutien. Tous sont passionnés et dévoués à leur travail et à la vision qu'ils partagent : améliorer la qualité de vie des Canadiens en créant un avantage durable en matière de ressources.

# CONTEXTE D'EXPLOITATION

Le succès de RNCan dépend de sa capacité à comprendre ses environnements externe et interne, à exploiter les possibilités qui se présentent et à relever les défis qui peuvent en découler.

## ENVIRONNEMENT EXTERNE

### Contexte économique

Le Canada est en voie de sortir d'un des pires ralentissements économiques des 50 dernières années. L'économie canadienne connaît déjà une légère expansion, et on s'attend à ce que la croissance se poursuive en 2010. Bien qu'ils demeurent encore sous leurs niveaux d'avant la

récession, les prix des produits de base remontent. Nos perspectives d'avenir sont positives : le [Fonds monétaire international](#) prévoit une croissance économique de 2,6 p. 100 au Canada en 2011, et une croissance économique

mondiale moyenne de 4,1 p. 100 de 2010 à 2013 (ce chiffre tient compte de la croissance importante d'économies émergentes telles que celles de la Chine et de l'Inde, qui se situent en tête de file du redressement).

La réussite des politiques monétaires et fiscales mises en œuvre par le Canada et d'autres pays ayant des vues similaires a largement contribué aux perspectives économiques encourageantes.

Le gouvernement fédéral contribue à la relance et au succès économique à long terme du Canada grâce à son [Plan d'action économique \(PAE\)](#), une série de mesures de stimulation opportunes et ciblées pour aider les communautés, les entreprises et les travailleurs, combinées à d'importants investissements dans l'avenir du Canada.

Le gouvernement sait qu'il ne peut pas relâcher sa vigilance et est déterminé à mener à bien la mise en œuvre de son plan de stimulation, tout en visant le retour à un budget équilibré le plus tôt possible. La reprise économique aux États-Unis et la croissance constante de la valeur des exportations canadiennes joueront un rôle prépondérant dans

La prospérité des secteurs des ressources naturelles est importante pour les Canadiens. En 2008, ces secteurs représentaient :

- 12 p. 100 du PIB canadien;
- 53 p. 100 des exportations totales du Canada;
- 850 000 emplois dans des collectivités régionales en dehors des grandes villes.

### RNCan et le Plan d'action économique du Canada (PAE)

RNCan livre des programmes qui stimulent la croissance économique à court terme; par exemple, le [programme écoÉNERGIE Rénovation – Maisons](#) améliore l'efficacité énergétique de plus de 500 000 domiciles, soutient l'emploi dans l'industrie de la rénovation résidentielle et réduit les émissions de gaz à effet de serre (GES) de même que les coûts énergétiques à long terme des propriétaires. Le ministère soutient également les organismes de développement économique fédéraux qui administrent le milliard de dollars du [Fonds d'adaptation des collectivités](#). Ce Fonds crée des emplois dans les collectivités affectées par le ralentissement économique, y compris celles qui dépendent des ressources. Pour de plus amples renseignements sur le PAE, veuillez vous référer à l'annexe C.

le redressement durable de l'économie canadienne. La hausse des prix des produits de base continuera d'être un facteur important de stimulation de la demande intérieure en faisant augmenter la valeur de nos produits d'exportation et le cours du dollar canadien. Les ressources naturelles, qui représentent environ la moitié des exportations de marchandises du Canada, auront également une place cruciale dans l'établissement d'une balance commerciale positive avec le reste du monde.

## La responsabilité environnementale est devenue un impératif économique

La vision de RNCan est d'améliorer la qualité de vie des Canadiens en créant un avantage durable en matière de ressources. Son objectif est de faire du Canada un chef de file mondial dans le domaine de l'énergie propre. La prémisse de cet objectif est que l'accès aux ressources naturelles et les moyens durables de leur mise en valeur et de leur utilisation sont devenus un atout concurrentiel fondamental entre les nations.

Au 21<sup>e</sup> siècle, l'importance des ressources naturelles ne se définit plus comme par le passé. La volatilité des prix des produits de base, l'augmentation des coûts pour les industries et les consommateurs, la concurrence mondiale intense, des défis environnementaux et sociaux complexes, et de nouvelles possibilités de développement économique sont caractéristiques d'un nouveau contexte. Il est crucial que le Canada adopte un modèle de compétitivité facilitant une croissance durable fondée sur les ressources. Ce modèle allie les impératifs économiques d'un bon climat

## Changement de paradigme

Pendant des années, la croissance économique et la responsabilité environnementale ont été réputées antagonistes. Un certain nombre de facteurs, dont l'intérêt grandissant du public envers l'environnement et les avancées technologiques, ont changé ce paradigme. Dans les prochaines années, le succès économique du Canada dépendra du leadership environnemental et de la responsabilité sociale dont il fera preuve pour assurer une croissance durable fondée sur les ressources.

d'affaires et d'une meilleure productivité à la nécessité de faire preuve de leadership environnemental et de responsabilité sociale. Le Canada doit tirer parti de la pleine valeur de ses actifs – ses abondantes ressources, ses systèmes (comme la réglementation, l'infrastructure), ses gens et leurs idées – et créer dès aujourd'hui, et pour l'avenir, une économie plus vigoureuse et plus résiliente axée sur les ressources.

Les principales entreprises canadiennes des secteurs des ressources souscrivent déjà à ce nouveau modèle de compétitivité. Par exemple, l'industrie minière du Canada sait que son avenir dépend de la mesure dans laquelle elle tire parti des technologies de pointe dans ses activités d'exploration, d'extraction et de production. Le secteur reconnaît que l'acceptabilité sociale de ses activités, ici et à l'étranger, dépend de plus en plus de sa performance environnementale et de sa responsabilité sociale.

De la même façon, le [secteur forestier](#) sait qu'il doit continuer de s'adapter à un marché mondial de plus en plus concurrentiel, en poursuivant son engagement envers une performance environnementale solide et une gestion durable des forêts. Il continuera de s'orienter vers une nouvelle approche axée sur le marché et sur une gamme de bioproduits forestiers plus diversifiés et à plus grande valeur ajoutée, en mettant à court

terme l'accent sur la bioénergie forestière, par opposition à l'approche conventionnelle basée sur le volume des produits de base.

Les [secteurs canadiens de l'énergie](#) n'échappent pas à cette nouvelle réalité. Ils investissent des milliards de dollars dans la production énergétique, y compris l'énergie renouvelable et les sources d'énergie de remplacement, et ils relèvent des défis complexes dans la production de produits plus écologiques, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la modernisation des infrastructures énergétiques.

## ENVIRONNEMENT INTERNE

### Renouvellement et capacité de réaction du Ministère

Au vu des changements qui s'opèrent dans le contexte international, RNCan reconsidère la façon dont il s'acquitte de ses rôles fédéraux fondamentaux pour contribuer plus efficacement aux nouveaux impératifs de concurrence et participer à la mise en œuvre du programme

du gouvernement. Par conséquent, il importe de renforcer les conditions propices à une croissance durable axée sur les ressources. Il s'agit de permettre aux entreprises d'investir et de soutenir la concurrence à l'échelle nationale et internationale. Pour RNCan, cela signifie de repousser les frontières de la géographie et du savoir selon les besoins et les impératifs de l'intérêt national. Le Ministère doit faire la promotion d'un programme national d'innovation en S-T au profit des ressources naturelles de façon à concrétiser plus rapidement le concept d'un avenir plus propre et plus écologique. RNCan devra dans cette optique créer des partenariats axés sur ses priorités, mieux tirer parti de sa capacité d'action et mettre l'accent sur les résultats. Le succès de RNCan dépendra de ses politiques, de ses travaux scientifiques, de son expertise en réglementation et de ses programmes.

Les changements dans les rôles stratégiques de RNCan s'inscrivent dans le cadre de l'engagement plus vaste du Ministère en faveur du renouvellement et découlent du besoin de créer une organisation davantage axée sur la collaboration, l'intégration et les résultats, et faisant avancer le [renouvellement de la fonction publique](#). Nous avons favorisé la [collaboration horizontale](#) et l'intégration de la science et des politiques. L'élaboration d'un [cadre stratégique](#) a permis de guider et de soutenir notre façon de travailler, mettant l'accent sur notre vision et l'importance de la quête de synergies entre trois groupes d'actifs importants : les ressources naturelles, les systèmes, et les gens et leurs idées. Nous avons amélioré nos processus d'affaire et

### Bâtir sur un fondement solide

En 2007, RNCan a amorcé [l'initiative Étoile polaire](#), un exercice de renouvellement global. Les employés du Ministère ont été invités à établir un but commun pour RNCan, de façon à transformer la façon dont nous travaillons et à accueillir le changement. [Étoile polaire](#) a permis de redéfinir RNCan en mettant en place les assises d'une organisation plus forte, plus collaborative et mieux intégrée, axée sur les résultats.

mis de l'avant une culture axée sur le partage d'information exemplifiée par le [Wiki des ressources de RNCan](#). Finalement, nous avons développé le [leadership collectif](#) dans l'ensemble du Ministère afin de favoriser la collaboration et ultimement réaliser nos objectifs de façon plus efficace.

En tirant profit de nos succès, nous avons raffiné nos structures de gestion, assurant ainsi une plus grande efficacité et une responsabilisation accrue. Une plus grande attention a été accordée au [renouvellement des ressources humaines](#) dans le but de développer notre capacité en

leadership et notre expertise, dès le recrutement et le perfectionnement de nos employés, et jusqu'à la gestion des compétences dont nous disposons. Enfin, notre [stratégie des sciences et de la technologie](#) nous a permis de rehausser la pertinence, la qualité et l'impact de notre important investissement en ce domaine.

### Garantir le succès grâce à un [leadership collectif](#)

Dans tous les secteurs de RNCan, les dirigeants exercent un [leadership collectif](#) dans la façon dont ils travaillent, collaborent et dirigent. Le leadership collectif a été défini comme l'action de diriger ensemble afin de réaliser des choses que nous ne pouvons pas accomplir seuls. Il comprend quatre éléments clés :

- un but commun;
- la culture du leadership;
- la participation;
- l'apprentissage continu.



## La capacité d'action de RNCan

La réussite de RNCan dépend de sa capacité à réaliser sa vision et ses priorités. Il doit avoir en place les gens, les ressources d'information et les ressources matérielles et financières qui sont essentiels à une gestion efficace et efficiente de ses activités. Le Ministère dispose de la main-d'œuvre hautement qualifiée et diversifiée qui lui est nécessaire, mais, conséquence de la réalité démographique du pays, celle-ci vieillit : 30 p.

100 des employés et 41 p. 100 des cadres seront admissibles à la retraite d'ici 2015. Et comme tout autre employeur, RNCan est confronté à une vive concurrence dans le recrutement et la conservation d'un personnel talentueux et spécialisé.

RNCan gère également une vaste gamme d'actifs matériels nécessaires à la réalisation de ses priorités, par exemple des laboratoires

## Le budget de 2010 et les résultats de l'examen stratégique

Le gouvernement a affirmé dans le [budget de 2010](#) sa détermination à créer et maintenir des emplois, construire l'économie de demain et assurer le retour à des budgets équilibrés.

### UN RÔLE POUR RNCAN

Le Ministère a reçu 100 millions de dollars sur quatre ans afin de lancer [l'initiative sur les énergies renouvelables](#) de prochaine génération, 35 millions de dollars sur deux ans pour soutenir la recherche et le développement des nouvelles technologies dans la production d'isotopes, 11 millions de dollars sur deux ans pour le [programme GéoConnexions](#), et 12 millions de dollars sur deux ans pour [l'Initiative géoscientifique ciblée](#).

### EXAMEN STRATÉGIQUE

Les résultats de l'examen stratégique de 2009 ont été annoncés dans le cadre du budget de 2010. L'examen stratégique est un aspect important du Système de gestion des dépenses qui permet au gouvernement de planifier les dépenses, faciliter la prise de décision, mettre en œuvre le budget et assurer la surveillance. Tous les ministères et organismes fédéraux participent à un examen stratégique s'étalant sur un cycle de quatre ans et aidant à assurer l'efficacité et l'efficience de leurs programmes, leur harmonisation avec les priorités des Canadiens et leur viabilité à long terme.

RNCan a terminé son premier examen stratégique en 2009, profitant de l'occasion pour évaluer soigneusement son rôle, confirmer son alignement sur les priorités du gouvernement et se positionner pour le futur. Lors du budget de 2010, il a été annoncé que RNCan mettrait en place des mesures qui permettront d'épargner 43 millions de dollars et de réaffecter cette somme à d'autres priorités fédérales au cours des trois prochaines années. Lors de la mise en œuvre, RNCan pourra miser sur son expertise en matière de gestion de la transition et du changement dans les programmes et le milieu de travail. Nous continuerons à nous soucier de notre personnel lors de la mise en application des réaffectations découlant de l'examen stratégique.

avancés et des systèmes informatiques. Plusieurs bâtiments et laboratoires, ainsi que l'équipement technique et scientifique qu'ils contiennent, sont vieillissants. Bien que de l'équipement soit acheté pour ouvrir de nouveaux domaines de recherche, le remplacement de l'équipement existant, toujours nécessaire pour répondre aux besoins des programmes en cours, est souvent retardé. Une augmentation des frais de remplacement des biens de RNCAN est prévue dans les prochaines années.

RNCAN assure la prestation de plusieurs grands programmes prioritaires et de durée limitée. Les programmes de ce type comptent pour plus de 60 p. 100 du financement du Ministère. Cette structure de financement comporte certains risques et peut augmenter les incertitudes associées à la gestion à long terme des immobilisations et d'un personnel hautement qualifié. La nécessité de concevoir des programmes à forte valeur monétaire ou d'augmenter leur portée dans de courts délais, qui va souvent de pair avec les initiatives prioritaires, apporte le défi supplémentaire de rehausser rapidement notre capacité à élaborer, mettre en œuvre et surveiller des accords de subvention et de contribution. Comme les niveaux de financement fluctuent en fonction des priorités du gouvernement, ainsi en va-t-il des efforts que nous devons déployer afin que notre personnel et notre infrastructure organisationnelle soient gérés de manière efficace et responsable.

## L'accent sur les priorités

RNCAN joue un rôle important dans la mise en œuvre des priorités des Canadiens. Il gère des programmes de contribution qui traitent d'enjeux importants, comme [les programmes](#)

[écoÉNERGIE pour l'électricité renouvelable](#) et [écoÉNERGIE pour les biocarburants](#), le [fonds pour l'Énergie propre](#) et le [Programme d'écologisation des pâtes et papiers](#). RNCAN s'est fixé un certain nombre de priorités qui continueront de soutenir le programme du gouvernement, de répondre aux besoins des Canadiens et de répondre aux exigences de l'économie mondiale et du nouveau modèle de compétitivité. Le Ministère est ainsi déterminé à :

- améliorer le rendement du système réglementaire pour l'examen des projets, ce qui aidera à faire du Canada le meilleur pays où investir;
- favoriser la compétitivité des secteurs des ressources naturelles, en particulier par l'innovation dans le secteur forestier et le soutien d'une activité minière écologique, permettant de créer de nouveaux marchés, des emplois et l'économie de demain;
- faire progresser le programme de l'énergie propre afin de renforcer le statut du Canada comme superpuissance de l'énergie propre, par l'entremise de travaux scientifiques, de percées technologiques et d'investissements dans des programmes;
- gérer les enjeux nucléaires afin de répondre aux besoins énergétiques et environnementaux du Canada, en réduisant les coûts et les risques pour les contribuables et en faisant le nécessaire pour que l'industrie nucléaire canadienne puisse prospérer;
- faire progresser le développement durable des ressources dans le Nord pour aider le Canada à réaliser le vaste potentiel que représentent les gens et les ressources de cette région.

# GESTION DE NOS ACTIVITÉS : STRUCTURE ET STRATÉGIE

Le PAI de RNCan exprime ce que nous mettrons en œuvre pour soutenir notre vision d'un Canada bénéficiant d'un avantage durable en matière de ressources. Au cours des trois prochaines années, notre travail portera sur trois résultats stratégiques :

1. **Compétitivité économique** –  
Les secteurs des ressources naturelles sont concurrentiels à l'échelle internationale, productifs du point de vue économique et contribuent au bien-être social des Canadiens.
2. **Responsabilité environnementale** –  
Le Canada est un chef de file mondial en matière de responsabilité environnementale sur le plan de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources naturelles.
3. **Sûreté, sécurité et intendance** –  
Les connaissances sur les ressources naturelles et sur la masse continentale et les systèmes de gestion renforcent la sûreté et la sécurité des Canadiens et contribuent à l'intendance des ressources naturelles et des terres du Canada.

Ces résultats stratégiques reposent sur sept activités de programmes (AP) et plusieurs sous-activités qui constituent l'architecture des activités de programmes (AAP) de RNCan. L'annexe A illustre la structure de cette AAP.

La stratégie d'affaires de RNCan met l'accent sur deux domaines parallèles :

1. la mise en œuvre du [programme du gouvernement du Canada](#) et le respect de

nos obligations grâce à cinq **priorités d'affaires**;

2. la manière dont nous produisons des résultats – l'adoption de **rôles stratégiques** là où notre expertise et notre position nous donnent un avantage unique, et l'alignement de nos ressources pour faire avancer notre vision et nos priorités d'affaires.

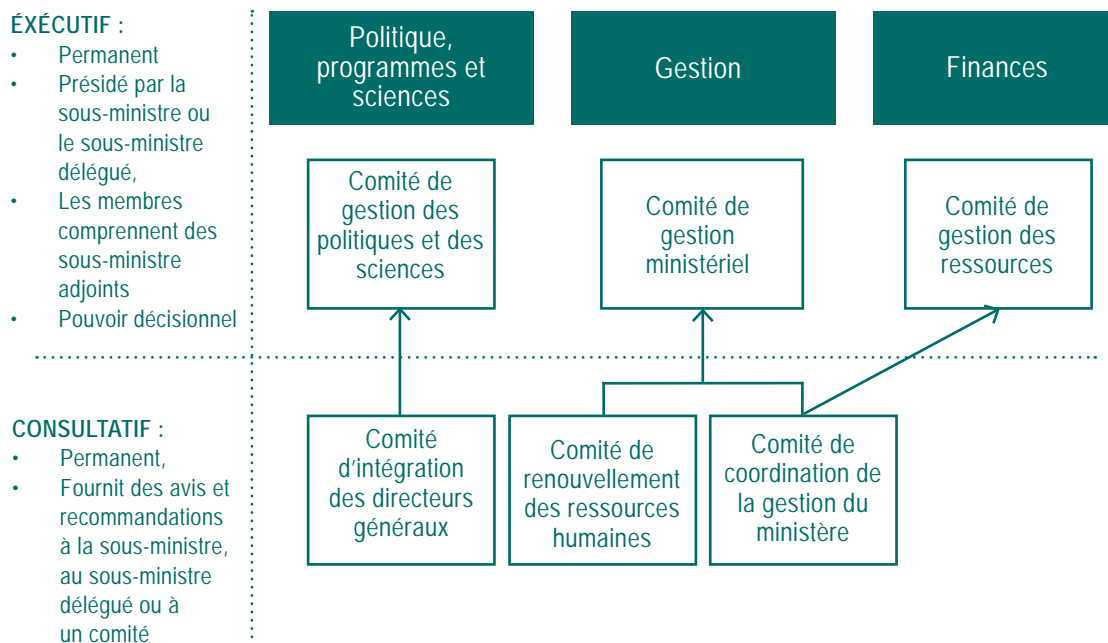
La structure de gouvernance de RNCan est l'élément central qui lui permet d'assurer ses résultats stratégiques et de réaliser ses stratégies d'affaires. Cette structure comprend des comités exécutifs et des comités consultatifs qui permettent et facilitent le leadership collectif ainsi que la gestion intégrée des politiques, des programmes et des ressources financières. Ces comités se penchent sur l'ensemble des enjeux ministériels : les politiques, la gestion financière, la gestion des résultats et autres activités ministérielles.

Le niveau exécutif est constitué des comités du plus haut niveau du Ministère. Le **Comité de gestion ministériel**, présidé par la sous-ministre, donne chaque semaine des indications générales sur les priorités et l'orientation du Ministère, y compris les décisions sur des enjeux importants relevant des politiques, des programmes et de la gestion.

Le **Comité de gestion des politiques et des sciences**, également présidé par la sous-ministre, assure la coordination, au sein du Ministère, des grands enjeux relevant des politiques et des



## Structure de gouvernance ministérielle



initiatives majeures. Il joue un rôle décisionnel pour les propositions à l'intention du Ministre, les mémoires au Cabinet, toute autre présentation au Cabinet, et les ententes internationales. Il permet également le partage d'idées et la discussion sur les enjeux ou initiatives touchant les politiques ministérielles ou sectorielles.

Le **Comité de gestion des ressources** a été créé à l'automne 2009 afin de permettre une intégration complète de la gestion financière et des décisions d'investissements avec les stratégies et l'orientation du Ministère. Présidé par le sous-ministre délégué, le comité, qui siège une fois par mois, assure l'utilisation efficace et efficiente des ressources financières du Ministère dans une perspective globale, assurant l'alignement entre l'allocation des ressources et les priorités de RNCan.

Le **Comité d'intégration des directeurs généraux**, le **Comité de renouvellement des ressources humaines** et le **Comité de**

### **coordination de la gestion du ministère**

soutiennent directement les comités exécutifs en fournissant des avis et recommandations, en discutant des enjeux et en examinant les documents avant leur présentation au niveau exécutif.

Le **comité d'évaluation**, présidé par le sous-ministre délégué et composé de membres du Comité de gestion des politiques et des sciences, fait également partie prenante de la structure de gouvernance. Ce comité dirige l'élaboration et l'examen de plans et de mandats d'évaluation, examine les rapports d'évaluation finals, y compris les réponses de la direction et les plans d'action, et formule des recommandations à la sous-ministre sur toutes les activités d'évaluation du Ministère.

Enfin, le **Comité ministériel de vérification**, établi en 2009 conformément à la Politique sur la vérification interne, est un autre élément de la gouvernance exercée à RNCan. Formé de la

sous-ministre, du sous-ministre délégué et de trois membres externes, le comité fournit à la sous-ministre des conseils et avis indépendants et objectifs sur la pertinence des processus de gestion des risques, de contrôle et de responsabilisation en usage au Ministère. En 2010-2011, il se penchera sur trois priorités qui visent à aider le Ministère à réaliser ses objectifs et à appliquer sa stratégie administrative : gestion des risques, états financiers et comptes publics, et rapports sur les risques et la responsabilisation.

## OÙ PORTER NOTRE ATTENTION : NOS PRIORITÉS D'AFFAIRES

Pour les trois prochaines années, nous avons établi des priorités d'affaires qui soutiennent le programme du gouvernement et répondent aux impératifs économiques et environnementaux qui régissent les secteurs des ressources naturelles. Nous sommes responsables de la mise en œuvre des initiatives essentielles du PAE indiquées ci-dessous.

### Priorité : Améliorer le rendement du système réglementaire pour l'examen des projets

**POURQUOI EST-CE UNE PRIORITÉ?** Il est primordial de s'attaquer aux défis auxquels fait face le régime de réglementation fédéral pour l'examen des projets afin de créer les conditions d'une économie prospère et innovatrice, protéger la santé et la sécurité des Canadiens et préserver l'environnement.

**QUELS SONT LES PLANS QUI NOUS PERMETTRONT DE RÉALISER CETTE PRIORITÉ?** Par l'entremise du [Bureau de gestion des grands projets \(BGGP\)](#), RNCan continuera à assurer la gestion du processus fédéral d'examen réglementaire des projets touchant les ressources naturelles. De plus, nous collaborerons avec d'autres ministères et organismes de réglementation fédéraux pour élaborer et mettre en œuvre des approches innovatrices qui continueront d'améliorer le rendement du régime fédéral. Les efforts déployés en ce sens comprendront l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie pangouvernementale pour moderniser le processus d'examen réglementaire des projets. Ces travaux viseront également des améliorations au cadre législatif et réglementaire fédéral. Le Ministère collaborera en outre avec les gouvernements provinciaux afin de cerner les possibilités d'améliorer l'intégration des processus d'examen fédéraux et provinciaux.

Appuie  
les trois  
résultats  
stratégiques

## Priorité : Secteurs des ressources naturelles compétitifs

Appuie les  
trois résultats  
stratégiques

**POURQUOI EST-CE UNE PRIORITÉ?** Les secteurs des ressources naturelles du Canada font face à des défis structurels à long terme. Favoriser une transformation durable par l'innovation est essentiel afin d'améliorer la compétitivité économique à long terme et la durabilité de ces secteurs.

**QUELS SONT LES PLANS QUI NOUS PERMETTRONT DE RÉALISER CETTE PRIORITÉ?** RNCan réalisera cette priorité grâce à un important accroissement du financement de [FPInnovations](#) (initiative du PAE), l'institut de recherche intégré sur les produits forestiers du Canada. Le but est d'accélérer la recherche à long terme axée sur l'avancement des connaissances et le développement des technologies, permettant ainsi de transformer le secteur forestier grâce à de nouveaux produits et de nouvelles utilisations de la fibre de bois. RNCan versera également de nouvelles contributions substantielles afin de diversifier les marchés des produits forestiers, tant au pays qu'à l'étranger, et s'assurera que la réputation environnementale du secteur traduise la réalité de son excellent dossier en matière de développement durable.

Pour réaliser cette priorité, RNCan modernisera et [déménagera son Laboratoire de la technologie des matériaux de CANMET \(LTM-CANMET\)](#) au Parc de l'innovation McMaster à Hamilton (Ontario), un complexe de calibre mondial.

## Priorité : Énergie propre

**POURQUOI EST-CE UNE PRIORITÉ?** L'énergie est un des plus importants secteurs de l'économie canadienne; elle est aussi la première des ressources naturelles exportées du Canada. La richesse du Canada en ressources en fait déjà une superpuissance énergétique; dans le cadre du modèle de compétitivité, RNCan s'efforce d'en faire une superpuissance de l'énergie propre. Un leadership fort du gouvernement fédéral est essentiel pour que l'ensemble des ressources énergétiques continue à contribuer à l'économie du pays tout en répondant à la volonté, au pays et partout au monde, que l'énergie soit produite et utilisée de façon plus propre et plus durable.

**QUELS SONT LES PLANS QUI NOUS PERMETTRONT DE RÉALISER CETTE PRIORITÉ?** RNCan soutient la transition vers l'énergie propre en livrant plusieurs programmes dont la série **écoÉNERGIE** qui s'inscrit dans le cadre du vaste **plan gouvernemental écoACTION**. De façon générale, trois thèmes principaux orientent les actions du Ministère : l'efficacité énergétique; les énergies renouvelables et l'électricité propre; les combustibles fossiles moins polluants et les énergies de remplacement.

Les programmes d'énergie propre de RNCan soutiennent l'objectif du gouvernement en encourageant l'adoption de produits et services éconergétiques (p. ex., le **programme écoÉNERGIE Rénovation** [initiative du PAE]), en créant des marchés pour les nouvelles technologies propres (p. ex., le **programme écoÉNERGIE pour l'électricité renouvelable**) et en soutenant les innovations des industries (p. ex., le **Programme d'écologisation des pâtes et papiers**).

RNCan continuera à soutenir le système national des sciences et de l'innovation et à rechercher des collaborations internationales afin de favoriser la recherche et le développement en matière d'énergie propre. En particulier, l'Initiative écoÉNERGIE sur la technologie et le Fonds pour l'énergie propre continueront à soutenir la recherche, le développement et la démonstration des technologies énergétiques propres.

Appuie les  
résultats  
stratégiques  
1 et 2

## Priorité : Gérer les enjeux nucléaires

Appuie les  
résultats  
stratégiques  
1 et 2

**POURQUOI EST-CE UNE PRIORITÉ?** L'énergie nucléaire joue un rôle vital dans le panier énergétique du Canada. Trois objectifs fondamentaux sous-tendent la politique nucléaire du gouvernement : (i) satisfaire aux besoins énergétiques et environnementaux du Canada d'une manière sécuritaire, économique et fiable; (ii) réduire les coûts et les risques pour les contribuables tout en maximisant le rendement des investissements du Canada dans l'industrie nucléaire; et (iii) faire en sorte que l'industrie nucléaire du Canada puisse saisir les occasions qui s'offrent au pays et dans le monde.

**QUELS SONT LES PLANS QUI NOUS PERMETTRONT DE RÉALISER CETTE PRIORITÉ?** RNCan réalisera cette priorité en partenariat avec des éléments clés du portefeuille du Ministère et d'autres ministères fédéraux. En particulier, RNCan soutiendra **Énergie atomique du Canada limitée (EACL)** dans le renouvellement de son infrastructure afin de satisfaire aux exigences en matière de santé, de sûreté, de sécurité et d'environnement, et dans la mise au point de versions perfectionnées du réacteur **CANDU**. RNCan continuera à mettre en œuvre la restructuration annoncée d'EACL et l'offre de sa division de réacteurs commerciaux, de façon à permettre à l'industrie nucléaire du Canada de tirer le meilleur parti des possibilités nationales et internationales. Tout au long du processus de restructuration d'EACL, il faudra gérer les contraintes financières afin de préserver la valeur de cet actif. RNCan appuiera également les efforts déployés par la **Commission canadienne de sûreté nucléaire** pour améliorer l'efficacité et l'efficience du processus d'approbation réglementaire. En collaboration avec Santé Canada, RNCan fera en sorte que les Canadiens disposent d'un approvisionnement sûr en isotopes médicaux. Enfin, RNCan continuera à gérer les responsabilités relatives aux déchets radioactifs du Canada.

## Priorité : Développement durable des ressources dans le Nord

**POURQUOI EST-CE UNE PRIORITÉ?** Parmi ses objectifs les plus importants, le gouvernement entend réaliser le vaste potentiel du Nord canadien, renforcer la souveraineté du Canada et promouvoir le développement socioéconomique dans le Nord, ce qui exigera des investissements de la part du secteur privé. RNCan aide l'industrie à prendre des décisions d'investissement éclairées en rehaussant les connaissances sur les ressources, la masse continentale et la zone extracôtière, et en assurant la certitude des titres fonciers.

**QUELS SONT LES PLANS QUI NOUS PERMETTRONT DE RÉALISER CETTE PRIORITÉ?** Le [Programme de géocartographie de l'énergie et des minéraux](#), projet de cinq ans et de 100 millions de dollars mis en œuvre en collaboration avec les administrations territoriales et les collectivités locales, permettra de nouveaux investissements privés dans les ressources énergétiques et minérales du Nord. RNCan effectue les relevés des limites légales des revendications territoriales autochtones en appui au développement économique, offre un soutien logistique à la recherche dans l'Arctique et s'emploie à terminer d'ici 2012 la cartographie topographique du Nord qui fournira les renseignements géographiques nécessaires pour gérer le développement économique.

Appuie les  
résultats  
stratégiques  
1 et 3

### La mesure du succès

Chaque trimestre, nous effectuerons un contrôle de la réalisation de ces priorités et du progrès des initiatives de soutien grâce aux mesures du rendement de notre architecture d'activités de

programmes, y compris aux niveaux des résultats stratégiques et des activités de programmes (voir les détails sur les indicateurs et les cibles à partir de la page 31).

## NOS RÔLES ET NOS STRATÉGIES DE MISE EN ŒUVRE

RNCan a redéfini ses rôles afin d'assurer la mise en œuvre et le succès de ses priorités : nous avons cerné les domaines dans lesquels nous pouvons le mieux faire une différence et ceux où d'autres sont mieux placés pour le faire. Dans cette optique, nous privilégierons des partenariats axés sur nos priorités, nous repousserons les frontières de la géographie et du savoir, et nous ferons la promotion du programme national d'innovation en S-T au profit des ressources naturelles. Ces rôles s'épaulent mutuellement.

Le Ministère sait que la clé de la réussite repose sur une gestion efficace et efficiente de ses ressources : ses gens, ses ressources d'information et ses ressources matérielles et financières.

### Tirer profit de notre expertise : Repousser les frontières de la géographie et du savoir

De plus en plus, le rôle de RNCan est de repousser les frontières. Cela fait fond sur nos longs antécédents comme pionniers dans le domaine des connaissances en cartographie et en géologie. Nous concentrerons nos efforts en vue de faire avancer la mise en valeur durable des ressources du Nord, [l'énergie propre](#) et la compétitivité des secteurs de ressources.

Nous sommes un important fournisseur de connaissances. Nous produisons des données sur la géologie du Canada dans l'optique de l'énergie et des minéraux, nous surveillons les forêts canadiennes pour détecter les répercussions des infestations de ravageurs, des incendies et des [changements climatiques](#), et nous créons des cartes numériques de la masse continentale

canadienne. Cette information est essentielle à la prise de décisions d'investissement intéressant l'exploration, les nouveaux projets d'exploitation des ressources, les moyens de subsistance et la sécurité des Canadiens à travers le pays. Cette expertise entre également en jeu lorsqu'il s'agit de réduire les risques liés à l'environnement et de surveiller, mesurer et aider à atténuer l'ampleur des catastrophes naturelles (p. ex., [tremblements de terre](#), [tsunamis](#)). En approfondissant nos connaissances des sciences de la Terre dans le Nord, nous contribuons à la demande d'extension de la souveraineté du Canada sur le plateau continental en vertu de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et nous encourageons l'exploration et les investissements au nord du 60e parallèle. Nous nous efforçons également de mieux comprendre l'approvisionnement en eau souterraine en cartographiant 30 des aquifères les plus importants du Canada.

### LE SAVIEZ-VOUS?

RNCan possède 18 laboratoires importants à travers le pays et compte plus de 3 000 employés qui travaillent à des activités en S-T, allant du [captage et du stockage du carbone](#) à l'étude du [dendroctone du pin ponderosa](#). Notre travail en S-T fournit des données et des faits qui contribuent à l'élaboration de politiques, de règlements et de normes, et rend nos secteurs des ressources naturelles plus écologiques et concurrentiels.

## Tirer profit de notre position : Promouvoir un programme d'innovation S-T national

RNCan assume l'initiative nationale en matière de S-T dans les ressources naturelles. En exploitant l'innovation, les S-T et une meilleure productivité, nous entendons contribuer à la compétitivité et à la responsabilisation environnementale à long terme. Conformément à notre [stratégie S-T](#), nous mobilisons nos atouts en ce domaine et en assurons la pertinence, l'impact et une qualité de calibre mondial.

Nous utilisons plus efficacement l'ensemble du système d'innovation du Canada. Nous mettons en place des collaborations plus fortes afin de mieux tirer parti des investissements en S-T qui proviennent des intervenants des secteurs public et privé, qu'ils soient nationaux ou internationaux. Nous recherchons et nous créons des synergies entre les divers secteurs des ressources naturelles et les diverses disciplines des S-T pour arriver à des solutions idéales. En particulier, nous sommes les chefs de file dans la recherche-développement sur l'énergie propre, dans les domaines des combustibles fossiles moins polluants et des sources d'énergie de remplacement. Le [Fonds pour l'énergie](#)

## Renforcer notre capacité en matière de sciences et technologie

Pour exercer ses fonctions centrales, RNCan a besoin d'une forte capacité scientifique; diverses stratégies ont été appliquées pour acquérir et optimiser celle-ci :

- Dans le cadre du [Programme des adjoints de recherche](#), RNCan fournit des bourses aux étudiants au moyen d'un accord trilatéral conclu entre le Ministère, l'étudiant et l'université, pour appuyer la recherche dans les domaines pertinents pour le Ministère.
- RNCan accueille annuellement environ 1 200 étudiants et chercheurs de niveau postdoctoral.
- Le Ministère collabore avec le [Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie](#) et d'autres partenaires pour lancer et coordonner des recherches universitaires dans des domaines comme la foresterie, l'énergie propre, la géocartographie et la technologie des matériaux.
- En 2010, l'on [déménagera le Laboratoire de la technologie des matériaux de CANMET](#) vers une installation ultramoderne située dans le parc scientifique McMaster Innovation Park. Plusieurs autres ententes de partage de locaux ont été conclues avec des universités de la Colombie-Britannique, de l'Ontario, du Québec et de Terre-Neuve-et-Labrador.
- Les chercheurs de RNCan assurent plus de 400 postes de professorat auxiliaire, certains dans plus d'une institution. Ils participent ainsi à des programmes conjoints de recherche, d'enseignement et de mentorat.



propre que nous administrons soutient des projets relatifs aux énergies renouvelables de prochaine génération, aux systèmes énergétiques moins polluants et aux réseaux de distribution d'électricité intelligents, ainsi que des projets de démonstration à grande échelle sur le [captage et le stockage du carbone](#). Nous faisons avancer l'innovation dans la recherche forestière, notamment par le biais de [FPInnovations](#), un partenariat entre le gouvernement et l'industrie qui œuvre dans le développement, l'adaptation et la démonstration de nouveaux produits et de nouvelles utilisations des fibres de bois.

### **Tirer profit de nos réseaux : Privilégier les partenariats axés sur nos priorités**

Pour favoriser la compétitivité du Canada, nous ferons des choix plus délibérés sur les partenariats multilatéraux et les arrangements organisationnels avec l'industrie, les provinces et territoires, les universités et les intervenants internationaux. Nous privilégierons des partenariats en fonction de nos priorités, en visant à tirer parti des atouts des autres, leur permettant de prendre l'initiative dans les domaines où ils sont les mieux placés pour le faire, et orientant l'action de RNCAN vers des activités qui produiront les résultats les plus tangibles pour les Canadiens.

Notre approche stratégique envers les partenariats se reflète dans [l'Initiative d'exploitation minière écologique](#). Cette initiative multilatérale encourage l'innovation et la mise en œuvre de solutions technologiques qui améliorent la performance environnementale et l'image de l'industrie minière, créant ainsi des possibilités de croissance à partir de technologies et de services écologiques et gagnant l'approbation publique. En outre, nous dirigeons et renforçons des partenariats au profit du Canada et des Canadiens grâce au [Bureau de gestion des grands projets \(BGGP\)](#) qui collabore avec d'autres ministères et organismes de réglementation fédéraux pour améliorer le rendement du système réglementaire d'examen des projets. Ces travaux comprendront la collaboration avec les gouvernements provinciaux afin de repérer les possibilités d'intégration des processus d'examen fédéraux et provinciaux pour les accélérer et garantir la durabilité des investissements dans les secteurs des ressources naturelles.

En tant que plus grand intervenant national dans le financement et la réalisation de travaux de S-T forestières au Canada, RNCAN assure l'initiative en matière d'innovation forestière. Il crée à cette fin de solides partenariats qui se concentrent sur des domaines de recherche et des connaissances qui sont essentiels à la viabilité et à la compétitivité du secteur forestier.

## Recrutement

Le **Programme de recrutement sur les campus** recrute des futurs diplômés universitaires et permet de cibler les facultés et les campus en fonction des besoins fonctionnels.

Résultats jusqu'à présent (pour 2009-2010) :

- 125 diplômés postsecondaires ont été recrutés pour des périodes indéterminées, dont 25 appartiennent à des communautés minoritaires visibles;
- 703 étudiants ont été embauchés, soit 100 de plus que l'année précédente sur la même période.

Le **Programme de recrutement et de perfectionnement d'analystes de politiques** permet d'accéder à la communauté des sciences politiques et économiques de RNCan. Il offre des affectations, des possibilités d'avancement de carrière et un encadrement aux nouvelles recrues.

## Aligner nos ressources pour produire des résultats

Notre programme est ambitieux, et l'ensemble de nos forces seront sollicitées. Mobiliser et harmoniser nos ressources habilitantes – nos gens, d'abord, puis nos ressources d'information, nos ressources matérielles et nos ressources financières – est essentiel à la poursuite de nos succès. Il est également important de montrer et de communiquer aux Canadiens que nous gérons les fonds publics de façon efficace et efficiente, et que nous produisons des résultats tangibles.

## Nos gens

L'excellence en gestion des ressources humaines est indispensable pour réaliser nos priorités et exécuter efficacement nos activités quotidiennes. Les efforts du Ministère sont harmonisés avec un solide Cadre de gestion des talents, dont les fonctions principales consistent à recruter, à perfectionner et à conserver un personnel de qualité, sans perdre de vue une gestion efficace du rendement.

## Gestion des talents

Le Cadre de gestion des talents de RNCan appuie nos objectifs opérationnels ainsi que ceux du **renouvellement de la fonction publique**. Il se base sur un continuum détaillé allant du recrutement et de **l'accueil des nouveaux employés** à la gestion de la relève et à la transition hors de l'organisation.

Une gestion judicieuse des effectifs nous permet de déceler les lacunes et d'identifier les compétences nécessaires à la réalisation de nos priorités ministérielles. Les renseignements recueillis servent à cibler avec précision les stratégies ministérielles de recrutement – par exemple la **campagne annuelle de recrutement**



sur les campus – pour répondre à nos besoins opérationnels actuels et futurs. Grâce à sa présence lors de foires de développement de carrière, à des séances d'information, à Internet et aux médias sociaux, RNCan suscite de l'intérêt dans tout le Canada pour ses perspectives d'emploi (emplois à période indéterminée, à titre occasionnel ou pour étudiants). Le ministère utilise ces mêmes moyens pour faire la promotion d'initiatives ministérielles visant le développement des capacités, par exemple le [Programme de recrutement et de perfectionnement d'analystes de politiques](#) et le [Programme des adjoints de recherche](#).

Les stratégies du Ministère en matière de perfectionnement et de maintien en poste du personnel créent un milieu de travail solidaire et habilitant où tout le personnel est encouragé à contribuer et à apprendre, où l'on favorise les relations patronales-syndicales, où la diversité est précieuse et respectée, où l'on encourage un équilibre entre la vie personnelle et professionnelle, et où le harcèlement et la discrimination ne sont pas tolérés.

L'élaboration des [compétences clés de RNCan](#) est un exemple d'une initiative récente menée de front par les employés. Une équipe multidisciplinaire formée d'employés et de gestionnaires de divers échelons dans tout le Ministère a établi un groupe de quatre compétences propres – conscience organisationnelle, collaboration, flexibilité et innovation – qui appuient les principes directeurs du [renouvellement de RNCan](#) et complètent les actuelles [compétences clés en leadership](#) de la fonction publique. À mesure que les compétences clés de RNCan s'intègreront à notre culture, elles serviront dans l'ensemble du système de gestion des

## LE SAVIEZ-VOUS?

Présentes à travers tout le Canada, les [bibliothèques de RNCan](#) offrent des ressources d'information matérielles – livres, cartes, documents et publications – et électroniques pour aider les employés de RNCan dans leurs recherches. Les bibliothèques sont ouvertes au public et renferment les plus importantes collections du Canada dans le domaine des ressources naturelles, certaines datant même du 18<sup>e</sup> siècle.

talents à habilitier les employés à être maîtres de leur perfectionnement, et à habilitier les gestionnaires à attirer, acquérir et maintenir un éventail de ressources adaptées à nos priorités ministérielles. En adoptant collectivement ces compétences, nous contribuons à une culture de renouvellement et instaurons un milieu de travail de choix qui nous permet de continuer à servir le mieux possible les Canadiens.

## Gestion du rendement

Les initiatives de gestion du rendement à RNCan visent à favoriser un dialogue significatif entre les employés et les gestionnaires sur le rendement, la planification de carrière et les occasions d'apprentissage et de perfectionnement.

Nous continuons à renforcer le régime de gestion du rendement des cadres, tant pour préciser les attentes et objectifs de travail, que pour l'examen du rendement en tant que tel. Par exemple, les ententes de rendement avec les cadres supérieurs comprennent des engagements à produire des résultats en matière

de programmes et de politiques (dérivés des plans opérationnels), en matière de gestion (dans les domaines prioritaires) et en leadership (basés sur les [compétences clés](#)). Le Comité de gestion des talents des cadres supérieurs se réunit deux fois par année pour discuter du rendement et du perfectionnement des cadres. Dans le but d'intégrer davantage la gestion du rendement dans l'ensemble de l'organisation, les gestionnaires sont tenus de préparer des évaluations de rendement écrites et des plans d'apprentissage pour tous leurs rapports directs. Pour ce faire, ils disposent d'outils et de ressources qui les aident à produire et à communiquer clairement les attentes en matière de rendement et à aborder les problèmes de manière proactive.

### *Perfectionner les leaders*

Grâce à des méthodes intégrées de gestion des talents, RNCan a un bilan positif de perfectionnement des leaders actuels et futurs. Le Programme de gestion des talents des cadres supérieurs (PGTCS) intègre la classification, la dotation, la planification de la relève, l'apprentissage et le perfectionnement

professionnel, la gestion et la reconnaissance du rendement. Une caractéristique majeure de cette approche est le recensement annuel des talents, où chaque gestionnaire est évalué afin d'identifier les lacunes dans ses compétences et mettre au point un plan d'action et d'apprentissage spécifique.

En misant sur le succès du PGTCS et de notre programme interne de perfectionnement des cadres, Leaders en mouvement, RNCan a lancé le [Programme de gestion des talents pour les minorités visibles \(PGTMV\)](#), une démarche proactive destinée à identifier les leaders parmi les groupes minoritaires. Il comprend une évaluation des talents, le développement de carrière, le mentorat et la préparation aux concours. Le programme a déjà préparé avec succès des participants à se porter candidats à des promotions. Le volet développement de carrière sera appliqué dans tout le Ministère en 2010-2011 et représentera un puissant outil de gestion de carrière pour les employés.

Conscients de la valeur associée au recensement et à l'évaluation des talents, nous étendons progressivement notre approche aux groupes de

## Pour un accroissement de la diversité de l'effectif :

18 % des offres d'emploi pour une durée indéterminée faites à des étudiants postsecondaire concernaient des membres de minorités visibles.

Le [Programme de gestion des talents pour les minorités visibles](#) a été lancé en novembre 2008 afin d'accroître la représentation des minorités visibles, particulièrement aux niveaux des gestionnaires. Le programme fait suite à l'engagement de la sous-ministre dans le cadre du renouvellement de la fonction publique.

Le projet pilote du recensement des compétences compte actuellement 35 participants. Il permet aux participants de mieux cibler leur perfectionnement et au Ministère de gérer ses talents. De plus, les leçons apprises ici seront intégrées à la prochaine étape du recensement visant divers groupes d'employés au niveau EX moins 1.

la relève des cadres et aux échelons inférieurs. Ceci permettra d'appuyer la planification de la relève, ainsi que les démarches à long terme de perfectionnement et de conservation de l'effectif.

### *Le leadership en action*

RNCan emploie une approche globale afin de générer des solutions innovatrices à des problèmes complexes de ressources humaines. Par exemple, les risques associés au financement temporaire sont gérés au niveau ministériel : la dotation à des postes de durée indéterminée est utilisée afin de conserver à l'effectif de nombreux jeunes professionnels talentueux précédemment engagés pour une durée déterminée. De plus, les gestionnaires et les agents négociateurs collaborent lors de situations de réaménagement des effectifs afin d'assurer la continuité d'emploi : les employés visés seront considérés d'abord pour les emplois qui se libèrent au Ministère ou ailleurs dans la fonction publique.

À mesure que nous progresserons dans le [programme de renouvellement de RNCan](#), nous continuerons à ajuster et à harmoniser notre gestion du personnel, tant au niveau des secteurs que dans l'ensemble du Ministère, pour répondre à nos besoins ministériels critiques. En optimisant notre potentiel collectif, nous continuerons à promouvoir une approche équitable et transparente de la gestion des talents à RNCan.

### *Ressources d'information et ressources matérielles*

RNCan gère un grand éventail de programmes qui sont habilités et améliorés par la technologie de l'information (TI). L'entretien de notre infrastructure TI et la mise en valeur des avancées technologiques est nécessaire afin d'assurer l'efficacité de nos programmes. Par exemple, nous comptons sur des applications scientifiques perfectionnées pour mener à bien nos initiatives de cartographie et de radar, études sismiques et analyses de métaux.

La création et la diffusion des connaissances sont aussi un élément de notre mandat. Les connaissances sont mises à la disposition du public, des industries et des intervenants, et aident le gouvernement à protéger les frontières et à assurer la sécurité publique. Pour ce faire, RNCan peut compter sur une suite d'applications TI, sur des biens matériels (laboratoires, bibliothèques, publications, etc.) ainsi que sur les connaissances de ses employés.



## LE SAVIEZ-VOUS?

RNCan a été le premier ministère à utiliser [Twitter](#) pour faire la promotion de possibilités de carrières! Notre projet pilote de recrutement par les médias sociaux utilise aussi [LinkedIn](#) et [Facebook](#), et prévoit utiliser YouTube.

### *L'accent sur les technologies de collaboration*

Le Ministère continue à adopter une culture marquée par la collaboration et le partage de l'information. Celle-ci est rendue possible grâce à une série d'outils Web 2.0 qui facilitent les communications, le dialogue et le transfert de

connaissances. Ces outils contribuent à accroître la collaboration dans un contexte où l'effectif est géographiquement dispersé, nous permettant ainsi de tirer profit de nos compétences d'un océan à l'autre et de mieux nous situer dans l'application du programme S-T en ressources naturelles.

Avec un nombre grandissant de [bloggeurs](#), un [Wiki](#) accueillant 8 000 articles, le site Web NRTube de partage de vidéos (plus de 230 clips ayant fait l'objet de plus de 2 821 000 visites) et un puissant moteur de recherche, le Ministère a amorcé l'établissement d'une [base intégrée de connaissances sur les ressources naturelles](#) et fait office de pionnier quant à l'usage du Web 2.0 au gouvernement fédéral.

De plus, la [Bibliothèque de RNCan](#) change d'orientation, délaissant peu à peu les services

## Les technologies de collaboration produisent des résultats pour RNCan :

Les outils Web 2.0 sont utilisés en collaboration pour créer et partager de l'information et des connaissances dans tout le Ministère. Par exemple, le [Wiki](#) a permis d'élaborer rapidement et conjointement le [Tableau de bord de RNCan](#) qui permet de suivre les prix des produits, les principaux indicateurs financiers, les niveaux de production pétrolière et gazière ainsi que d'autres statistiques pertinentes. Ces informations ont été particulièrement utiles pour documenter notre travail sur les principaux secteurs des ressources naturelles pendant le ralentissement économique.

Le nombre croissant de [bloggeurs](#) dans le Ministère facilite les discussions et débats ouverts, la communication, le partage de l'information et les liens entre les bureaux régionaux.

Des [communautés de pratique](#) apparaissent spontanément pour appuyer ou diriger une initiative d'intérêt commun. Horizontales par nature, elles sont un nouveau moyen de partager des connaissances, de capter l'expertise des employés et d'assurer un leadership communautaire collectif. Au Ministère, signalons par exemple le [groupe de travail parallèle sur la stratégie internationale](#) ainsi que les [communautés de pratique sur les vidéos](#) et sur l'eau douce.

Nous élaborons aussi des façons de compenser la perte de mémoire organisationnelle par une saisie active des connaissances, données et renseignements. Par exemple, un secteur du Ministère mène un projet pilote d'entrevues de départ pour saisir et conserver les connaissances. L'usage des vidéos est un des nombreux éléments de ce projet pilote.

de bureau au profit d'un accès plus mobile appelé « bibliothèque dans la poche », afin de répondre à un effectif plus jeune, utilisateur de téléphones intelligents et plus dépendant de la technologie. La [Bibliothèque](#) offre entre autre des services d'alertes de courriel, de gestion des citations et de signets pour compléter les fonctions de recherche et d'extraction de type Google.

### *Infrastructure physique*

Les activités de S-T de RNCan se déroulent dans tout le Canada. Pour les soutenir, nous devons gérer divers actifs, que ce soit du matériel scientifique, des applications scientifiques ou des immeubles hautement spécialisés. Afin de soutenir la recherche scientifique et d'assurer l'efficacité de l'administration, le Ministère dispose également d'un large éventail d'actifs relevant de la gestion de l'information et de la technologie de l'information.

Comme la majorité des ministères à vocation scientifique, nous sommes appelés à exploiter et à entretenir un ensemble vieillissant de bâtiments, laboratoires, et matériel technique et scientifique. Les priorités du gouvernement et celles du Ministère ont influencé les domaines de la recherche gouvernementale, ce qui a eu des répercussions à la fois sur les domaines spécifiques de la recherche scientifique et sur le matériel nécessaire. Comme il en a été question plus haut, bien que de l'équipement soit acheté pour de nouveaux domaines de recherche, le remplacement de l'équipement existant, toujours nécessaire pour répondre aux besoins des programmes en cours, est souvent retardé. Les frais de remplacement de nos biens devraient augmenter dans les prochaines années en raison du vieillissement des installations et du matériel.

Des progrès ont été réalisés face à ce problème. Grâce au [Plan d'action économique du Canada](#), nos laboratoires à travers le pays ont bénéficié d'importants investissements :

- l'initiative de [modernisation de laboratoires fédéraux](#) a apporté 47,8 millions de dollars pour la modernisation de 12 laboratoires;
- le [Fonds pour l'infrastructure de recherche dans l'Arctique](#) a contribué 11 millions de dollars au [Programme du plateau continental polaire](#) – Resolute pour agrandir les installations destinées au travail et au logement d'un nombre croissant de chercheurs affectés à l'Arctique, et répondre aux besoins que crée le prolongement de l'activité saisonnière aux plans du travail de terrain et de la logistique;
- l'initiative [Accélérer l'assainissement des sites contaminés](#) a permis au Ministère d'entreprendre le [projet d'assainissement du complexe de la rue Booth](#) qui était nécessaire pour réduire les risques environnementaux du site et faciliter son réaménagement futur. Le coût se chiffre à 25,3 millions de dollars .

De plus, nous investissons dans nos systèmes en adoptant une nouvelle version de [PeopleSoft](#) pour moderniser nos systèmes RH, et en appliquant [FELIX \(SAP\)](#), un système de planification des ressources d'entreprise qui remplacera nos actuels systèmes de gestion des finances, du matériel et des projets. Ce nouveau système intégré permettra aux gestionnaires de mieux comprendre l'état des biens du Ministère et de mieux analyser les renseignements financiers et autres afin de prendre des décisions éclairées.

À l'avenir, nous veillerons au déploiement ciblé de ressources en capital limitées vers des domaines

où les besoins sont les plus urgents et où les répercussions positives sur les programmes seront les plus importantes. Dans cette optique, notre plan d'investissement présente un aperçu intégré sur cinq ans des investissements et des services acquis visant à soutenir les résultats ministériels et les objectifs des programmes.

### *Nos ressources et systèmes financiers*

Notre budget d'exploitation pour l'exercice 2010-2011 est de 4 455,9 millions de dollars. Sur cette somme, 1 676,4 millions de dollars sont destinés aux paiements obligatoires prévus en vertu des accords relatifs aux zones extracôtières de l'Atlantique. Selon ces accords, les recettes provenant de l'exploitation des ressources extracôtières reviennent aux provinces comme si les ressources étaient situées à terre. Ces recettes doivent être perçues par le [receveur général du Canada](#) et un montant équivalent doit être versé aux provinces (Terre-Neuve-et-Labrador et Nouvelle-Écosse).

Les dépenses ministérielles prévues devraient diminuer en 2011-2012 et 2012-2013 lorsque les initiatives du PAE ainsi que les programmes prioritaires temporaires prendront fin.

Pour plus de détails sur les dépenses prévues par résultat stratégique et activité de programme, consulter l'annexe B.

Comme il en a été question dans les sections précédentes, les ressources financières de RNCan sont composées à plus de 60 p. 100 de financement de durée limitée. Il en découle certains risques, dont l'augmentation des incertitudes associées à la gestion à long terme des immobilisations et du personnel hautement qualifié. Pour faciliter la gestion de ces risques et d'autres risques, le Ministère a récemment créé le Comité de gestion des ressources qui contribuera à renforcer la gestion financière au niveau ministériel. La mise en œuvre de notre plan d'investissement nous permettra aussi de nous concentrer sur la gestion à long terme de nos actifs et de privilégier les investissements qui soutiennent les priorités ministérielles.

DÉPENSES PRÉVUES (M\$)	2010-11	2011-12	2012-13
Dépenses de programmes	2 779,5	1 681,3	1 234,9
Programmes législatifs – Zones extracôtières de l'Atlantique	1 676,4	1 354,7	1 010,9
TOTAL	4 455,9	3 036,0	2 245,8
ÉQUIVALENTS TEMPS PLEIN (ETP)	4 571	4 347	4 300



### *Aligner nos ressources pour assurer la réussite*

Comme il en a été question plus haut, des mesures seront prises pour harmoniser chacune de nos ressources clés – nos gens, nos ressources matérielles, nos ressources d'information et nos ressources financières – avec les priorités des Canadiens. En outre, reconnaissant que l'exploitation de l'ensemble de nos forces est la clé de la réussite, nous intégrerons davantage la prise en compte de l'ensemble de nos ressources dans la prise de décision.

Pour augmenter nos chances de succès, nous développerons et affinerons encore les procédés clés utilisés pour gérer nos activités. Par exemple, nous continuerons de mettre en œuvre la planification basée sur les priorités, en nous efforçant de reconnaître plus rapidement la façon dont nos programmes peuvent soutenir ces priorités et les domaines où notre capacité d'action peut être insuffisante. Lors de notre analyse annuelle de l'environnement, nous améliorerons également la qualité et la portée des données qui sont utilisées dans la planification des activités et des programmes (p. ex., nous renforcerons notre analyse du contexte interne et de son interaction avec l'environnement externe). Une compréhension plus profonde des compétences et des talents internes au Ministère, alliée aux données sur les marchés du travail, nous permettra d'évaluer les mérites de diverses stratégies relatives aux ressources humaines et aux activités, ainsi que des mesures de mise en œuvre.

En 2008, le Secteur de la gestion des affaires publiques et du portefeuille a été constitué pour mieux intégrer et gérer la coordination du portefeuille des ressources naturelles. L'on a également créé, pour l'ensemble du portefeuille, un groupe de chefs d'organismes présidé par la sous-ministre afin de discuter des principaux enjeux et sujets de préoccupation. Ces initiatives ont intensifié la coordination au sein du ministère en favorisant une application cohérente de la politique, une bonne gouvernance, une communication efficace, le partage de l'information et la responsabilisation.

Nous renforcerons notre communication, nos processus et structures de travail afin d'améliorer la coordination avec nos partenaires de portefeuille, soutenir de meilleures relations avec eux et produire des résultats tangibles. Notre engagement à atteindre ces objectifs est marqué par la mise en place d'une fonction organisationnelle qui fournit des conseils stratégiques et des services de gestion sur les enjeux de portefeuille, les affaires parlementaires et les communications.

Sachant que plusieurs de nos programmes arrivent à leur terme, il sera essentiel de renforcer notre capacité d'élaboration de politiques pour tirer le meilleur parti de notre position – notre mandat, notre expertise et notre apport aux priorités du gouvernement – en formulant des politiques et des propositions de programmes qui soient saines et fondées sur des données probantes.

Nous renforcerons notre gestion financière afin de prendre des décisions financières et non financières qui reposent sur des données probantes. La transformation de notre architecture d'activités de programmes et de notre cadre de mesure du rendement, ainsi que l'exécution d'une stratégie de mise en œuvre en matière d'examen stratégique, nous faciliteront la tâche. Nous pourrions ainsi d'autant mieux prendre des décisions averties, et la haute direction sera plus à même de mesurer le rendement et d'effectuer des affectations ou réaffectations stratégiques des ressources.

Ensemble, nous ferons en sorte que la stratégie d'affaires énoncée dans le présent document devienne une réalité. Le personnel sera invité à participer à des discussions pour offrir des commentaires sur le PAI et différents moyens (y compris le formulaire de rétroaction de l'annexe D) seront disponibles pour proposer des améliorations pour l'an prochain.

## Comment est né le PAI ...

À l'été et l'automne 2009, le [Comité de gestion du ministère](#) établissait les priorités opérationnelles alors qu'en parallèle, une foire sur la planification intégrée lançait le processus de planification des activités du Ministère. Un réseau de planificateurs des opérations représentant tous les secteurs ministériels – le Réseau de planification ministérielle – a mobilisé les employés et les équipes de gestion, énonçant clairement quels étaient nos plans et notre alignement collectif avec les priorités. Un comité de la haute direction (le [Comité de coordination de la gestion du ministère](#)) a dirigé l'élaboration du Plan d'activités intégré (PAI) et de « l'histoire de RNCan », et a offert des commentaires pendant tout le processus d'élaboration du plan. La participation d'experts en services internes et les discussions avec les secteurs individuels ont permis « l'intégration » des activités. Finalement, notre Comité de gestion du ministère a guidé la production de la version définitive du PAI et a encouragé une plus grande participation du personnel dans la mise au point de l'orientation, du plan et des mécanismes de rétroaction.

# NOS ACTIVITÉS PAR RÉSULTAT STRATÉGIQUE

RNCan gère l'exécution de ses programmes au moyen de trois résultats stratégiques (RS) et de sept activités de programmes (AP) visant à assurer les résultats à court terme et à long terme nécessaires à l'appui de sa vision. Une description des programmes et des activités est présentée ci-après pour chacune des AP.

Les programmes et les initiatives qui contribuent directement à la réalisation de nos priorités sont marqués d'un astérisque (\*); les programmes et les initiatives qui font partie du PAE sont indiqués par le symbole « • ».

## RÉSULTAT STRATÉGIQUE 1 : COMPÉTITIVITÉ ÉCONOMIQUE

**Les secteurs des ressources naturelles sont concurrentiels à l'échelle internationale, productifs du point de vue économique et contribuent au bien-être social des Canadiens.**

La réalisation et l'efficacité de ce résultat stratégique seront mesurées au moyen de l'indicateur suivant : ***la part du Canada dans le marché mondial du commerce des ressources par rapport aux autres pays de l'OCDE.***

L'atteinte de ce résultat sera soutenue par deux activités de programmes :

- 1.1 Possibilités économiques pour les ressources naturelles
- 1.2 Collectivités tributaires des ressources naturelles



## RÉSULTAT STRATÉGIQUE 1 : COMPÉTITIVITÉ ÉCONOMIQUE

	RÉSULTATS À COURT TERME	RÉSULTATS À MOYEN TERME	RÉSULTATS À LONG TERME
1.1 POSSIBILITÉS ÉCONOMIQUES POUR LES RESSOURCES NATURELLES	<ul style="list-style-type: none"> <li>Augmentation de la valeur économique du secteur des mines, des métaux et des matériaux.</li> <li>Au Canada, les décideurs du secteur forestier et d'autres sphères pertinentes sont en mesure de profiter des débouchés et d'éliminer les menaces du marché.</li> <li>Les bénéficiaires potentiels de l'utilisation de la fibre ligneuse disposent du savoir, des services et des technologies nécessaires pour tirer le maximum de la ressource.</li> <li>Des mécanismes institutionnels efficaces sont en place pour soutenir l'innovation dans la transformation du secteur forestier.</li> <li>Les nouvelles données et connaissances géoscientifiques au sujet du Canada, particulièrement pour le grand nord, permettent au secteur privé d'augmenter l'exploration et la découverte de nouvelles ressources énergétiques et minérales, ce qui est profitable à l'économie de la région et de tout le pays.</li> <li>Le gouvernement du Canada dispose des renseignements nécessaires afin de déterminer les meilleures options pour assurer le développement durable du secteur de l'énergie.</li> <li>Les exigences législatives relatives aux hydrocarbures extracôtiers de la Nouvelle -Écosse et de Terre-Neuve sont gérées de façon efficace et en temps opportun.</li> </ul>	<p>Marchés nationaux et internationaux concurrentiels, possibilités économiques stables et investissement dans les ressources naturelles</p>	<p>Les secteurs des ressources naturelles sont concurrentiels à l'échelle internationale, productifs du point de vue économique et contribuent au bien-être social des Canadiens</p>
1.2 COLLECTIVITÉS TRIBUTAIRES DES RESSOURCES NATURELLES	<ul style="list-style-type: none"> <li>La communauté est de plus en plus sensibilisée aux possibilités offertes dans les secteurs des mines et des minéraux.</li> <li>Les collectivités forestières, y compris les communautés autochtones, ont accès à des connaissances, à des outils et à des partenariats de financement qui les aident à réagir aux problèmes que présente la transition du secteur et à profiter des occasions émergeant des ressources forestières.</li> </ul>	<p>Connaissances, compétences et capacité accrues afin de tirer profit de l'économie des ressources naturelles en évolution au sein des collectivités tribulaires des ressources (tant autochtones que non autochtones)</p>	

VISION : AMÉLIORER LA QUALITÉ DE VIE DES CANADIENS EN CRÉANT UN AVANTAGE DURABLE EN MATIÈRE DE RESSOURCES

## ACTIVITÉ DE PROGRAMME 1.1 : POSSIBILITÉS ÉCONOMIQUES POUR LES RESSOURCES NATURELLES

### Marchés nationaux et internationaux concurrentiels, possibilités économiques stables et investissement dans les ressources naturelles.

#### EN QUOI CONSISTE L'ACTIVITÉ DE PROGRAMME

Cette AP vise à promouvoir l'innovation, l'investissement et l'accroissement de la compétitivité des secteurs des ressources naturelles et des industries des produits connexes grâce à la prestation de savoir-faire et d'outils, y compris l'information géoscientifique, à la promotion commerciale et à l'élimination des obstacles à l'investissement canadien au pays et à l'étranger.

L'AP prévoit aussi des politiques, des règlements et des initiatives législatives destinés à gérer les responsabilités fédérales relatives aux réserves canadiennes de pétrole et de gaz naturel, à protéger l'infrastructure énergétique essentielle et à administrer les programmes législatifs relatifs aux régions extracôtières de l'Atlantique.

#### NOTRE DÉMARCHÉ

Pour susciter des possibilités économiques tout en favorisant un secteur des mines et des métaux plus écologique, des programmes ont été mis en place en vue d'instaurer un climat d'investissement concurrentiel, de créer des technologies qui apportent une valeur ajoutée au secteur et de diminuer les inconvénients éventuels de la production et de l'utilisation

des minéraux et des métaux, ainsi que d'assurer l'accès permanent requis aux ressources et aux marchés mondiaux. En particulier, le récent déménagement du [Laboratoire de la technologie des matériaux\\* de CANMET](#) au Parc de l'innovation McMaster à Hamilton (Ontario) nous permettra de travailler plus efficacement avec l'industrie et le milieu universitaire à la recherche et à la commercialisation de procédés et de matériaux nouveaux ou améliorés contribuant à une productivité accrue.

L'[Initiative d'exploitation minière écologique](#), à laquelle participent plusieurs intervenants, favorisera la réduction des impacts environnementaux des activités minières grâce à la mise au point et la promotion de technologies et procédés écologiques, et créera des possibilités de transfert de technologie à l'étranger. Le secteur minier sera également soutenu grâce à la mise en œuvre d'une stratégie pour la responsabilité sociale des entreprises et à l'adoption de mesures pour relever d'autres défis propres à l'industrie, dont le déclin des réserves de métaux de base.

Des politiques, des programmes et des activités de recherche scientifique ont également été mis en place dans le but de favoriser la compétitivité du secteur forestier. Nos objectifs sont de promouvoir l'innovation, de mettre en valeur les ressources forestières, d'appuyer les pratiques écologiques de gestion de la forêt et d'accroître les débouchés à l'étranger pour l'industrie forestière canadienne. Nous menons des recherches scientifiques afin de tirer parti des qualités uniques de la fibre ligneuse canadienne et d'en maximiser la valeur (notamment par le biais du [programme Valeur au bois\\*](#)). Nous faisons la promotion de l'investissement et de l'innovation dans la recherche forestière pour favoriser les percées technologiques et la mise



## LE SAVIEZ-VOUS?

RNCan, en collaboration avec l'Association des produits forestiers du Canada, FPInnovations, les provinces et l'industrie, étudie actuellement le rôle de la bioénergie et du bioraffinage en relation avec la forêt. L'objectif de ces recherches est de donner une valeur ajoutée aux produits de la forêt sans compromettre le leadership international du Canada en matière de durabilité des forêts.

au point d'outils et techniques plus efficaces en matière d'inventaire forestier, d'écologie forestière et de renouvellement des forêts (notamment par le biais du Programme des technologies transformatrices\*, en partenariat avec FPInnovations). Nous consacrons également beaucoup d'efforts à l'expansion et à la diversification des marchés des produits de bois canadiens, et à l'obtention d'un meilleur accès à ces marchés en améliorant la réputation environnementale de l'industrie forestière canadienne, tout particulièrement grâce au Programme d'exportation de produits de bois canadien\*, à l'initiative Le bois nord-américain d'abord\* et au programme Promotion du leadership environnemental du Canada dans le secteur forestier.

Nous assumons également un leadership national dans le domaine de l'innovation forestière afin de créer des partenariats solides avec FPInnovations et le Conseil canadien des ministres des forêts. Ces partenariats mettront l'accent sur les connaissances et la recherche dans les domaines essentiels à la durabilité

et à la compétitivité du secteur forestier. Des partenariats et des mécanismes institutionnels seront également établis et renforcés – en particulier le Centre canadien sur la fibre de bois et FPInnovations\* – afin d'encourager l'efficacité du secteur forestier.

En vue de développer le patrimoine de ressources du Canada, nous avons entrepris d'établir une fondation de géoscience moderne afin d'encourager les investissements privés pouvant mener à la découverte de nouveaux gisements et à l'augmentation des réserves. Par exemple, le Programme de géocartographie de l'énergie et des minéraux (GEM) est une initiative quinquennale de 100 millions de dollars qui produira et interprétera de nouvelles données géoscientifiques sur le Nord du Canada et les zones extracôtières adjacentes (où 60 p. 100 du territoire n'est pas cartographié adéquatement), ce qui réduira les risques liés à la prospection, encouragera la prospection minière et énergétique, et stimulera la mise en valeur des ressources. Le tout favorisera les investissements dans le Nord du Canada, au profit de la population nordique.

Un soutien est apporté au secteur canadien de l'énergie – tant au pays que sur la scène internationale – par le biais de nombreuses politiques, mesures de réglementation et activités à caractère législatif. L'objectif est d'encourager le développement durable des ressources énergétiques canadiennes tout en assurant la sécurité énergétique et la prospérité économique. Nous sommes aussi chargés d'assumer certaines responsabilités fondamentales du gouvernement. C'est à ce titre que nous fournissons des conseils éclairés sur les politiques et les règlements relatifs aux hydrocarbures, à la mise en valeur des ressources électriques du Canada, au

déploiement des technologies de captage et de stockage du carbone dans les sables bitumineux canadiens, et au maintien d'un approvisionnement en électricité suffisant, fiable et écologique, à des prix compétitifs.

Les intérêts du pays en matière d'énergie seront représentés dans le cadre d'importants forums internationaux en 2010 : les sommets du G8 et du G20, ainsi que le [Congrès mondial de l'énergie](#). Les dialogues sur l'énergie au niveau international continueront d'être soutenus, particulièrement avec les États-Unis par le biais du Mécanisme canado-américain de consultations relatives à l'énergie et du [Groupe de travail nord-américain sur l'énergie](#).

Nous menons également des activités en vue d'accroître et diversifier nos sources d'énergie dans l'optique où le Canada s'efforce de devenir une superpuissance de l'énergie propre. Par exemple, nous travaillons à transformer nos abondantes ressources d'hydrates de gaz en source sûre et utilisable d'énergie gazière, à révéler le potentiel de [l'énergie géothermique au Canada\\*](#), à faire du [captage et du stockage du carbone\\*](#) une réalité courante, et à faire progresser la découverte et l'exploitation de nouvelles ressources énergétiques extracôtières. Le programme Géoscience des ressources énergétiques futures évaluera et mettra en œuvre le potentiel de nouvelles sources d'énergie plus propres au Canada. Il permettra également de faire avancer les cibles canadiennes en matière de production électrique à partir de sources non émettrices.

Enfin, nous exécutons les responsabilités gouvernementales en ce qui concerne [l'énergie nucléaire](#), notamment en assurant la surveillance du cadre réglementaire sur l'énergie nucléaire

et en appuyant la restructuration d'[Énergie atomique du Canada limitée \(EACL\)\\*](#) – sa capacité de recherche et développement, son infrastructure et la mise au point du réacteur [CANDU](#) perfectionné. Ainsi, nous continuerons de mettre en œuvre la restructuration annoncée d'EACL et l'offre de sa division de réacteurs commerciaux, de façon à permettre à l'industrie nucléaire du Canada de tirer le meilleur parti des possibilités nationales et internationales. Nous appuyons également les efforts déployés par la [Commission canadienne de sûreté nucléaire](#) pour améliorer l'efficacité et l'efficience du processus d'approbation réglementaire. Nous travaillons à élaborer et à faire avancer les politiques en matière de production et d'utilisation de l'uranium, y compris la gestion responsable des déchets nucléaires. En collaboration avec Santé Canada, nous travaillons à faire en sorte que les Canadiens disposent d'un approvisionnement sûr en isotopes médicaux\*.

### *LE SAVIEZ-VOUS?*

Le [Programme du plateau continental polaire de RNCan](#) dispense chaque année des services de soutien aérien et des services auxiliaires au sol à plus de 150 groupes d'universitaires et de scientifiques du gouvernement qui se livrent à des activités de recherche dans la vaste région arctique du Canada. Ces recherches visent une grande diversité de champs d'étude, de l'archéologie à la climatologie, en passant par les géosciences, la glaciologie, les sciences spatiales et l'étude de la faune sauvage.

## COMMENT NOUS TRAVAILLONS À LA RÉALISATION DE L'AP

### *Nos gens*

Notre effectif à l'appui de la réalisation de cette AP comprend surtout des spécialistes des politiques ainsi que des scientifiques spécialisés dans les secteurs de la foresterie, des mines, des minéraux et des matériaux qui contribuent directement à nos activités de recherche et de S-T. Une pénurie de chercheurs et de techniciens spécialisés en foresterie est prévue dans les trois prochaines années; des activités de recrutement ont été entreprises pour y parer.

Afin de répondre à nos besoins opérationnels et de compenser les départs prévus de personnel dans les domaines de l'analyse des politiques et des conseils socioéconomiques, nous gérons le recrutement dans ces catégories d'emploi à un niveau supérieur par des opérations de dotation collective, ainsi que par le biais de notre [Programme de recrutement et de perfectionnement d'analystes de politiques](#).

### *Nos ressources matérielles*

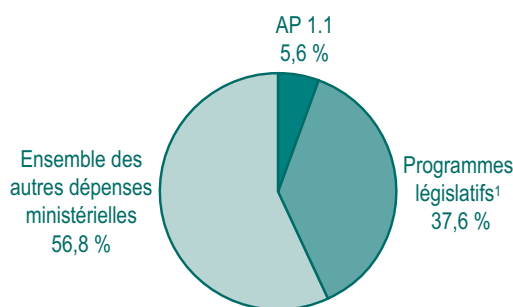
Le déménagement au Parc de l'innovation McMaster de Hamilton (Ontario) du [Laboratoire de la technologie des matériaux de CANMET \(LTM-CANMET\)](#) améliorera grandement notre capacité à entreprendre des projets de S-T à l'appui de nos objectifs opérationnels tout en consolidant nos partenariats avec l'industrie et les universités.

Pour la plus grande part, nos installations à l'appui de cette AP sont des bureaux dans la région de la capitale nationale à l'usage de nos analystes des politiques et de l'économie.

## *Nos ressources financières*

Les dépenses prévues en 2010-2011 en rapport avec cette AP sont de 240,6 millions de dollars. Cette enveloppe budgétaire diminuera au cours des années subséquentes (de 30 p. 100 en 2011-2012 et de 50 p. 100 en 2012-2013 par rapport aux niveaux de 2010-2011) principalement en raison de l'arrivée à leur terme de programmes de diversification et d'innovation du marché forestier.

### Dépenses prévues en 2010-2011



## COMMENT NOUS MESURONS NOTRE RÉUSSITE

Trois indicateurs de rendement ont été définis :

- investissements en capitaux et en exploration dans les secteurs des ressources;
- diversité des produits forestiers canadiens exportés;
- rendement des programmes dans l'atteinte des résultats attendus selon les plans, les échéanciers et les budgets prévus.

(L'objectif pour le troisième indicateur est une tendance favorable à long terme. Les premier et second indicateurs peuvent réagir à d'autres

<sup>1</sup> Les programmes législatifs concernent les paiements prévus en vertu des accords relatifs aux zones extracôtières de l'Atlantique. Pour plus d'information sur ces programmes, voir la page 28.



influences plus rapidement [p. ex., croissance économique nationale et mondiale, activités d'autres ordres de gouvernement].)

## GESTION DES RISQUES

Nos objectifs pour l'ensemble des AP sont exposés à un éventail de risques importants. Ces risques sont présentement surveillés et gérés de façon active pour s'assurer que l'exposition potentielle du Ministère est maintenue à un niveau acceptable. Le niveau acceptable varie selon l'importance de l'objectif, la capacité du Ministère à atténuer ou à contrôler le risque, et le coût des mesures d'atténuation et de contrôle.

Quelques objectifs étroits mais également importants de notre série de programmes répondant à la transformation du secteur forestier sont exposés à des risques en raison de la persistance de conditions économiques précaires à l'échelle mondiale (en général : *facteurs socioéconomiques*). De plus, le renouvellement et le [déménagement du LTM-CANMET](#)

engendrent sur les plans du budget et des délais les risques habituels des projets d'immobilisations de cette envergure (en général : *questions liées au chemin critique*). Finalement, des problèmes d'approvisionnement ou de production d'électricité d'envergure nationale – mettant en jeu nos responsabilités en matière de gestion des urgences – pourraient avoir des répercussions sur la compétitivité économique du secteur des ressources (en général : *incidents graves*). Tous ces risques sectoriels sont de niveau moyen à moyen-élevé.



Les programmes et les initiatives de l'AP 1.1 s'organisent autour de sept sous-activités, indiquées ci-dessous en même temps que les résultats escomptés pour 2010-2011.

<p>1.1.1 Marchés des minéraux et des métaux, investissement, innovation et productivité SECTEUR RESPONSABLE : SECTEUR DES MINÉRAUX ET DES MÉTAUX (SMM)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Continuer d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques et des programmes qui maximisent les avantages de la richesse en minéraux et métaux du Canada de sorte que la compétitivité et la productivité du secteur s'améliorent de manière durable et responsable. Nous atteindrons ce but en renforçant les partenariats existants et en formant de nouvelles relations de collaboration qui permettront de continuer la recherche en sciences et en technologie dans les Laboratoires des mines et des sciences minérales et le Laboratoire de la technologie des matériaux (LTM) (p. ex., <a href="#">l'initiative relative aux mines vertes</a>), et de continuer les travaux entrepris avec le Conseil canadien de l'innovation minière, l'Institut canadien des mines et de la métallurgie et d'autres instituts de R-D qui traitent des minéraux, des métaux et des matériaux.</li> <li>Améliorer la compétitivité de l'industrie au moyen de la chaîne de valeur en s'attachant particulièrement à la baisse des réserves de métaux communs, en investissant dans des installations à la fine pointe de la technologie (p. ex., déménagement du LTM) et en mettant en œuvre <a href="#">L'avantage du Canada : Stratégie de responsabilité sociale des entreprises</a> en collaboration avec le MAECI et l'ACDI.</li> </ul> <p>RESSOURCES FINANCIÈRES PRÉVUES (EN MILLIERS) : 36 243 \$</p>
<p>1.1.2 Protéger les marchés destinés aux produits forestiers SECTEUR RESPONSABLE : Service canadien des forêts (SCF)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Poursuivre l'élaboration, la mise en œuvre et la prestation des programmes visant à accroître la demande de produits de bois canadiens par la diversification des marchés géographiques et des utilisations (<a href="#">Programme d'exportation de produits de bois canadien</a>, programme <a href="#">Le bois nord-américain d'abord</a>, Démonstration des produits du bois, <a href="#">Valeur au bois</a>, Promotion du leadership environnemental du Canada dans le secteur forestier).</li> </ul> <p>RESSOURCES FINANCIÈRES PRÉVUES (EN MILLIERS) : 43 371 \$</p>
<p>1.1.3 Favoriser l'innovation dans le domaine des produits forestiers SECTEUR RESPONSABLE : SCF</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Financer les travaux de recherche visant des percées technologiques et l'amélioration de la productivité.</li> <li>En collaboration avec <a href="#">l'Association des produits forestiers du Canada</a>, procéder à une étude des implications économiques et biologiques de la production de divers produits forestiers, actuels et à venir.</li> </ul> <p>RESSOURCES FINANCIÈRES PRÉVUES (EN MILLIERS) : 89 013 \$</p>

<p>1.1.4</p> <p>Harmoniser la gouvernance en matière de S-T en foresterie</p> <p>SECTEUR RESPONSABLE : SCF</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Terminer la restructuration de <a href="#">FPInnovations</a> en mettant l'accent sur les technologies de transformation et les réseaux universitaires.</li> <li>• Établir des points de référence pour l'innovation en analysant les caractéristiques des innovations du secteur forestier et l'usage des technologies de pointe en vue d'encadrer l'évolution continue du système d'innovation.</li> </ul> <p>RESSOURCES FINANCIÈRES PRÉVUES (EN MILLIERS) : 12 633 \$</p>
<p>1.1.5</p> <p>Appui de l'exploration énergétique et minière</p> <p>SECTEUR RESPONSABLE : SECTEUR DES SCIENCES DE LA TERRE (SST)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Livrer les trois produits finaux de l'<a href="#">Initiative géoscientifique ciblée</a>.</li> <li>• <a href="#">GEM</a> : poursuivre la diffusion des données fournies par les levés géophysiques, la cartographie géoscientifique, l'analyse des bassins sédimentaires et les évaluations initiales des ressources en hydrocarbures, la télécartographie prédictive et les intégrations géologiques tri-territoriales.</li> </ul> <p>RESSOURCES FINANCIÈRES PRÉVUES (EN MILLIERS) : 63 718 \$</p>
<p>1.1.6</p> <p>Politique énergétique</p> <p>SECTEUR RESPONSABLE : SECTEUR DE L'ÉNERGIE (SE)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre en œuvre la restructuration annoncée d'<a href="#">EACL</a> et de l'offre de sa division des réacteurs commerciaux, y compris la gestion des pressions relatives au financement d'EACL de façon à préserver la valeur de l'actif.</li> <li>• Représenter les intérêts du secteur canadien de l'énergie lors du Sommet du <a href="#">G8</a> de 2010.</li> <li>• Publier le guide <i>Perspectives sur l'énergie 2010</i>.</li> <li>• Déterminer comment les activités de <a href="#">captage et de stockage du carbone</a> s'intégreront dans les lois et règlements fédéraux sur les émissions industrielles de gaz à effet de serre.</li> <li>• Élaborer un cadre réglementaire modernisé pour les activités pétrolières et gazières dans les terres domaniales du Canada.</li> <li>• Élaborer une stratégie sur la sécurité pétrolière et les opérations de raffinage.</li> </ul> <p>RESSOURCES FINANCIÈRES PRÉVUES (EN MILLIERS) : 19 008 \$</p>
<p>1.1.7</p> <p>Programmes législatifs – zones extracôtières de l'Atlantique</p> <p>SECTEUR RESPONSABLE : SE</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gestion permanente des exigences législatives liées aux ressources pétrolières extracôtières de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve-et-Labrador.</li> </ul> <p>RESSOURCES FINANCIÈRES PRÉVUES (EN MILLIERS) : 1 676 438 \$</p>

## ACTIVITÉ DE PROGRAMME 1.2 : COLLECTIVITÉS TRIBUTAIRES DES RESSOURCES NATURELLES

### Connaissances, compétences et capacité accrues afin de tirer profit de l'économie des ressources naturelles en évolution au sein des collectivités tributaires des ressources (tant autochtones que non autochtones)

#### EN QUOI CONSISTE L'ACTIVITÉ DE PROGRAMME

Cette AP vise à accroître les connaissances sur les répercussions de l'évolution du secteur des ressources pour les collectivités canadiennes fortement tributaires des industries axées sur les ressources, et à accroître les capacités et les connaissances des collectivités afin de leur permettre de créer davantage de débouchés grâce à des produits et services à valeur ajoutée.

#### NOTRE DÉMARCHÉ

Les collectivités partout au pays, particulièrement celles qui sont tributaires des ressources, cherchent de plus en plus à diversifier leurs économies afin de s'adapter aux nouvelles réalités économiques. Nous travaillons conjointement avec d'autres ministères et organismes fédéraux à les soutenir dans cette période de transition. Nous fournissons des conseils spécialisés, poursuivons des recherches et des activités de développement technologique ciblées, et soutenons des réseaux et des

partenariats multilatéraux en vue d'accroître les capacités de ces collectivités et d'améliorer leurs perspectives économiques.

Nous appuyons notamment des partenariats communautaires en foresterie par tout le Canada dans le cadre du [Programme des collectivités forestières\\*](#) et nous élaborons des stratégies permettant aux collectivités de tirer parti des possibilités émergentes et de s'adapter à la transition. En collaboration avec nos partenaires communautaires, le [Réseau canadien de forêts modèles](#) ainsi que d'autres intervenants du secteur forestier, nous perfectionnons et partageons des connaissances, des outils et des pratiques exemplaires. Nous travaillons aussi en collaboration avec d'autres ministères et organismes gouvernementaux à la création et à la mise en œuvre de nouveaux partenariats de foresterie avec les groupes autochtones\*, dans l'optique du [Cadre de développement économique pour les Autochtones](#) du gouvernement visant à profiter de possibilités durables émergentes en foresterie à l'échelle régionale. Nous appuyons à ce titre l'initiative d'aménagement de la forêt Whitefeather dans le Nord ontarien et des initiatives de logement des Premières Nations axées sur « l'approvisionnement local, la main-d'œuvre locale » au Manitoba.

Enfin, nous partageons des connaissances et de l'information sur les pratiques minières écologiques dans le but d'augmenter la compétitivité et la viabilité de certains sites d'exploitation minière. En collaboration avec les provinces, les territoires, les entreprises et les autres intervenants, nous travaillons à repérer des possibilités d'amélioration qui pourront produire un effet positif sur les collectivités tributaires des ressources\*, en analysant les résultats des 10 dernières années du secteur minier.

## COMMENT NOUS TRAVAILLONS À LA RÉALISATION DE L'AP

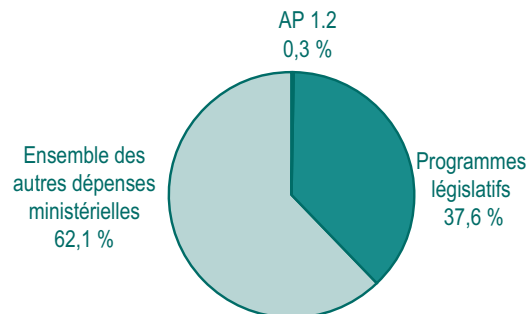
### *Nos gens*

Étant donné que nos activités relèvent directement du soutien aux collectivités, recherches sur le terrain et organisation de réseaux et de partenariats, une portion importante de notre effectif est en poste dans les régions. Des pénuries critiques ont été notées dans les groupes professionnels de la recherche en foresterie, et des mesures de dotation ont été entreprises afin d'y remédier. En recrutant des gestionnaires de programme, des analystes de politiques et des analystes en socioéconomie, nous avons la possibilité d'assurer la représentation des collectivités desservies au sein de notre effectif, en particulier celle des collectivités autochtones.

### *Nos ressources financières*

Les dépenses prévues en 2010-2011 en rapport avec cette AP sont de 11,8 millions de dollars. La plupart des programmes gouvernementaux de soutien des collectivités – p. ex., le Fonds de développement des collectivités, le Fonds d'adaptation des collectivités, et le [Cadre](#)

## Dépenses prévues en 2010-2011



### de développement économique pour les

**Autochtones** – sont administrés par des agences de développement régional et d'autres ministères fédéraux. RNCan leur apporte un soutien au besoin.

## COMMENT NOUS MESURONS NOTRE RÉUSSITE

Deux indicateurs de rendement ont été définis :

- emplois créés dans le secteur des ressources grâce aux programmes de RNCan;
- rendement des programmes dans l'atteinte des résultats attendus selon les plans, les échéanciers et les budgets prévus.

(Dans tous les cas, l'objectif est une tendance favorable à long terme.)

## GESTION DES RISQUES

L'ampleur de l'effet que nous pouvons produire dans les collectivités tributaires des ressources dépend grandement de l'efficacité de nos rapports avec les intervenants clés, y compris les intervenants communautaires, et avec les autres ministères fédéraux dont le mandat touche plus spécialement la région en cause. Les capacités et les intérêts de ces parties intéressées évoluent, de sorte que les risques que nos programmes soient mal adaptés varient du niveau moyen à moyen élevé (en général : *rapports avec les intervenants*).

Les programmes et les initiatives relatifs à l'AP 1.2 s'organisent autour de deux sous activités qui sont indiquées ci-dessous en même temps que les résultats escomptés pour 2010-2011.

<p>1.2.1 Les minéraux et les métaux à l'appui des collectivités SECTEUR RESPONSABLE : SMM</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Effectuer une évaluation du rendement du secteur minier canadien dans le but d'examiner et de documenter le rendement de ce secteur au cours des 10 dernières années. Les résultats de l'évaluation seront présentés pendant la <a href="#">Conférence des ministres de l'Énergie et des Mines</a> en automne 2010. Cette initiative documentera les améliorations sur le plan du rendement environnemental et sur le plan social, et cernerá les possibilités d'amélioration dans l'avenir.</li> </ul> <p>RESSOURCES FINANCIÈRES PRÉVUES (EN MILLIERS) : 842 \$</p>
<p>1.2.2 Partenariats communautaires axés sur la forêt SECTEUR RESPONSABLE : SCF</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Élaborer des produits de recherche axés sur les capacités des collectivités forestières (à partir d'indicateurs de référence, des tendances et des possibilités émergentes du secteur).</li> <li>Offrir des conseils en matière de politiques à d'autres ministères et divers partenaires concernés dans le développement des collectivités forestières et leur transition.</li> </ul> <p>RESSOURCES FINANCIÈRES PRÉVUES (EN MILLIERS) : 10 953 \$</p>

## RÉSULTAT STRATÉGIQUE 2 : RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

**Le Canada est un chef de file mondial en matière de responsabilité environnementale sur le plan de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources naturelles.**

La réussite et l'efficacité de ce résultat stratégique seront mesurées au moyen des indicateurs suivants :

- total des économies d'énergie réalisées annuellement au Canada grâce aux gains d'efficacité;*

- contribution à l'avancement des pratiques innovatrices et écologiques dans le secteur des ressources par l'utilisation des connaissances, des technologies et des projets de démonstration.*

L'atteinte de ce résultat sera soutenue par deux activités de programmes :

- 2.1 Énergie propre
- 2.2 Gestion des risques liés aux écosystèmes

## RÉSULTAT STRATÉGIQUE 2 : RESPONSABILITÉ ÉCONOMIQUE

	RÉSULTATS À COURT TERME	RÉSULTATS À MOYEN TERME	RÉSULTATS À LONG TERME
2.1 ÉNERGIE PROPRE	<ul style="list-style-type: none"> <li>Faire la promotion de l'énergie propre en utilisant les matériaux, les minéraux et les métaux de façon innovatrice.</li> <li>Mener des analyses et fournir des conseils qui appuient l'élaboration de mesures conçues pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et de polluants de l'air, et promouvoir la position du Canada sur les changements climatiques et l'énergie propre sur la scène internationale.</li> <li>Accroître l'approvisionnement en énergie renouvelable au Canada et rendre l'électricité et le chauffage propres et renouvelables davantage accessibles et abordables pour les Canadiens.</li> <li>La S-T énergétique fédérale offre de nouveaux avantages économiques, environnementaux et sociaux aux Canadiens.</li> <li>Amélioration de l'efficacité énergétique dans tous les secteurs et augmentation de la production et de l'utilisation de carburants de remplacement pour les transports.</li> <li>Les investissements dans l'innovation et la technologie contribuent à la durabilité environnementale et commerciale de l'industrie des pâtes et papiers au Canada.</li> </ul>	Meilleure efficacité énergétique, production accrue d'énergie à faible émission, et impacts environnementaux réduits par suite de la production et la consommation d'énergie	Le Canada est un chef de file mondial en matière de responsabilité environnementale sur le plan de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources naturelles
2.2 GESTION DU RISQUE LIÉ AUX ÉCOSYSTÈMES	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les technologies, pratiques et évaluations environnementales soutiennent le développement durable.</li> <li>La connaissance des écosystèmes forestiers guide et influence la prise de décisions.</li> <li>Les données géoscientifiques ainsi que les évaluations des ressources et les évaluations environnementales sont utilisées dans les examens de grands projets, l'élaboration de politiques en santé et la gestion des eaux souterraines.</li> <li>Les pratiques de gestion des déchets radioactifs respectent les normes modernes de sécurité et de protection environnementale pour les déchets anciens, les résidus d'extraction et le traitement de l'uranium.</li> </ul>	Le Canada comprend et atténue le risque lié aux écosystèmes des ressources naturelles et à la santé humaine	

VISION : AMÉLIORER LA QUALITÉ DE VIE DES CANADIENS EN CRÉANT UN AVANTAGE DURABLE EN MATIÈRE DE RESSOURCES

## ACTIVITÉ DE PROGRAMME 2.1 : ÉNERGIE PROPRE

**Meilleure efficacité énergétique, production accrue d'énergie à faible émission, et impacts environnementaux réduits par suite de la production et la consommation d'énergie.**

### EN QUOI CONSISTE L'ACTIVITÉ DE PROGRAMME

Cette AP englobe l'élaboration et la mise en œuvre de projets en sciences et technologie dans le domaine de l'énergie, de politiques, de programmes et de lois et règlements visant à réduire les émissions de GES et de polluants atmosphériques, ainsi que d'autres impacts environnementaux associés à la production d'énergie.

### NOTRE DÉMARCHE

En s'employant à faire du Canada une superpuissance de l'énergie propre, le

gouvernement reconnaît le rôle clé que peut jouer l'énergie propre dans l'évolution vers une économie plus écologique, procurant aux Canadiens des avantages à la fois économiques et environnementaux. L'AP Énergie propre contribue à l'atteinte de cet objectif, tant à court terme qu'à long terme, au moyen d'activités qui améliorent l'efficacité énergétique, accroissent la disponibilité des énergies renouvelables et de **l'énergie nucléaire**, et soutiennent la mise au point et l'utilisation de combustibles fossiles plus propres et d'énergies de remplacement.

En collaboration avec nos partenaires fédéraux et provinciaux, de l'industrie et des universités, nous entreprenons des projets et des activités portant sur des systèmes énergétiques propres pour les immeubles et les collectivités, la production d'électricité propre, des systèmes énergétiques propres pour les entreprises, l'énergie propre pour les transports, l'exploitation pétrolière et gazière durable sur le plan environnemental, ainsi que la **bioénergie**. Les travaux en S-T dans le domaine de l'énergie contribuent à améliorer l'efficacité énergétique dans tous les secteurs de l'économie – immeubles résidentiels, édifices commerciaux, véhicules – et à accroître la production d'énergie renouvelable à faible impact environnemental.

Le **Fonds pour l'énergie propre\*** appuie la recherche portant sur la réduction des émissions de GES dans la production et l'utilisation de l'énergie, y compris la recherche sur les **combustibles fossiles moins polluants** (p. ex. le **captage et le stockage du carbone**) et les énergies renouvelables.

La série de **programmes écoÉNERGIE** et des améliorations apportées à la réglementation visent à accroître l'efficacité énergétique et à augmenter la production et l'utilisation des



### LE SAVIEZ-VOUS?

RNCan mène des recherches sur les technologies de pointe pour les véhicules, y compris les **piles à hydrogène**, les **véhicules hybrides électriques rechargeables**, les technologies de réduction des émissions et les carburants évolués. Notre objectif est d'accélérer la mise au point et la commerciabilité de ces solutions technologiques et de contribuer à la réduction des émissions de GES et des autres agents polluants.



carburants de remplacement afin de réduire davantage les émissions de GES.

Les programmes [écoÉNERGIE pour le chauffage renouvelable](#) et pour [l'électricité renouvelable](#), par exemple, contribuent à accroître la part des sources d'énergie renouvelable dans l'approvisionnement énergétique canadien en offrant aux entreprises, municipalités et organismes des incitatifs à la production. Ils encouragent les secteurs industriel, commercial et institutionnel à utiliser l'énergie solaire et à accroître l'offre d'électricité renouvelable – par exemple l'énergie éolienne, la biomasse, les centrales hydroélectriques à faible impact, l'énergie géothermique, l'énergie photovoltaïque solaire et l'énergie marine – dans le réseau électrique.

L'[Initiative écoÉNERGIE sur la technologie](#)\* finance des activités de recherche et de développement sur les technologies énergétiques propres de la prochaine génération, notamment les énergies renouvelables issues de sources propres comme le vent, le soleil, les marées et la biomasse. Les recherches portent également sur l'augmentation de l'approvisionnement en énergie propre et sur la réduction du gaspillage et de la pollution issue des sources d'énergie conventionnelles.

Le programme [écoÉNERGIE pour les biocarburants](#) appuie la production de carburants renouvelables pouvant remplacer l'essence et le diesel, et le développement d'une industrie concurrentielle des carburants renouvelables en offrant des incitatifs directement aux producteurs nouveaux et existants.

Ciblant plus directement la population canadienne, les programmes [écoÉNERGIE pour les bâtiments et les habitations](#) et

## LE SAVIEZ-VOUS?

Le [Guide de consommation de carburant 2010](#) donne des renseignements sur la consommation d'essence des divers modèles de véhicules afin d'aider les automobilistes canadiens à choisir le véhicule le plus économique en carburant en fonction de leurs besoins. Le Guide donne également des conseils de conduite et d'entretien des véhicules en vue de favoriser les économies de carburant.

[écoÉNERGIE Rénovation](#)\* • encouragent et améliorent l'efficacité énergétique des logements et des bâtiments neufs et existants en aidant les propriétaires à construire des habitations ou à les rénover de sorte qu'elles sont éconergétiques, grâce à des subventions, de l'aide financière et de la sensibilisation. Les [programmes ÉnerGuide et ENERGY STAR](#) portent sur la réglementation et l'étiquetage en matière d'efficacité énergétique. Les programmes [écoÉNERGIE pour l'industrie](#) et [écoÉNERGIE Rénovation](#) pour les petites et moyennes organisations facilitent l'amélioration éconergétique des entreprises et des petits et moyens édifices commerciaux au Canada. Les programmes [écoÉNERGIE pour les véhicules personnels](#) et [écoÉNERGIE pour les parcs de véhicules](#) encouragent des décisions d'achat et d'utilisation plus favorables aux économies de carburant.

Nous nous employons à améliorer la durabilité environnementale et la viabilité commerciale de l'industrie des pâtes et papiers au moyen de notre

### Programme d'écologisation des pâtes et papiers\*.

Ce programme a pour objectifs d'améliorer la performance environnementale de l'industrie en général et d'appuyer les investissements en capital visant à améliorer l'efficacité énergétique et à augmenter la production d'énergie renouvelable dans les usines de pâtes et papiers du Canada.

À l'aide du [Programme de recherche sur les matériaux structuraux automobiles](#) et du partenariat avec les universités et l'industrie, nous travaillons à mettre au point des matériaux, des technologies et des procédés évolués qui permettront d'améliorer l'efficacité énergétique et de créer des systèmes d'énergie propre. Les secteurs de l'automobile et des réacteurs nucléaires bénéficieront des avancées de la recherche, ce qui pourrait mener, par exemple, à une nouvelle génération de véhicules à la fois plus solides et plus légers, contribuant à réduire les émissions de GES associées aux combustibles fossiles. De nouveaux matériaux pour les systèmes de réacteurs Gen IV seront également mis au point, et la recherche dérivée collaborera à la mise au point de systèmes d'énergie haute température et d'énergie fossile propre.

Enfin, nous fournissons expertise, analyses et leadership afin d'appuyer les efforts du Canada pour réduire les impacts environnementaux de la production et de l'utilisation de l'énergie, y compris les [changements climatiques](#). En particulier, nous collaborons étroitement avec d'autres intervenants, des partenaires et d'autres ministères aux analyses et à la réflexion nécessaires à la formulation des politiques et des positions canadiennes sur les [changements climatiques](#) sur la scène internationale,

notamment dans le cadre de la [Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques](#).

## COMMENT NOUS TRAVAILLONS À LA RÉALISATION DE L'AP

### *Nos gens*

Une partie de notre effectif dans cette AP se consacre à des travaux relevant des sciences exactes. Nous devons continuellement recruter afin de répondre aux besoins de nouveaux programmes ou pallier les départs à la retraite. Les postes à pourvoir sont souvent très spécialisés et les scientifiques qui les occupent doivent acquérir de nouvelles connaissances et élargir sans cesse leur expertise pour être au fait des dernières avancées technologiques, en particulier dans le domaine des technologies énergétiques. La formation et les possibilités d'apprentissage sont des éléments essentiels à cet égard. Nos besoins étant très spécialisés, il est difficile de constituer ou d'exploiter un bassin de spécialistes; par conséquent, les activités de recrutement se concentrent surtout sur les campus universitaires, les programmes d'emploi coopératif et les programmes de recherche postdoctorale.

Parallèlement, nous cherchons de plus en plus des gens capables de faire le lien entre les S-T et les politiques, afin de constituer un effectif solide qui fasse le pont entre nos activités de recherche et nos objectifs opérationnels. Cet aspect est particulièrement important dans l'optique du renouvellement de notre cadre de gestion des secteurs scientifiques.

Étant donné que cette AP mise largement sur l'octroi d'appuis financiers, de subventions et de contributions (qui représentent 39 p. 100

des dépenses ministérielles mais mobilisent seulement 20 p. 100 de notre effectif), notre personnel compte de nombreux spécialistes des contrats et des questions juridiques. Dans ces groupes d'emploi tout comme dans le cas des analystes en politiques ou en socioéconomie, les compétences habituellement recherchées permettent de répondre aux besoins des nouveaux programmes et d'atténuer les risques de départ en recourant à des opérations de dotation collective.

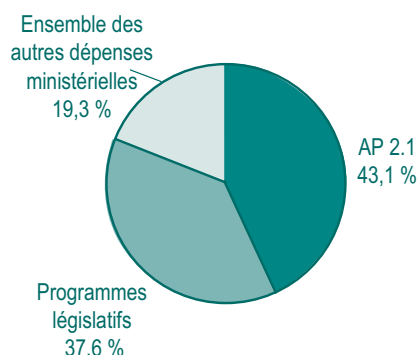
### *Nos ressources matérielles*

Les laboratoires CanmetÉNERGIE de Varennes, à Québec, d'Ottawa en Ontario et de Devon (Alberta) emploient 450 scientifiques, ingénieurs et techniciens qui se livrent à des travaux de S-T et de recherche de pointe sur l'énergie propre et le développement technologique. Des activités d'entretien différées prendront place cette année dans le but de préserver l'intégrité de ces installations. L'ajout d'éléments écologiques, comme un système photovoltaïque, permettra un approvisionnement en électricité propre tout en réduisant les coûts d'exploitation et les émissions de GES. D'autres investissements d'infrastructure permettront aux scientifiques de poursuivre de nouvelles recherches et de nouvelles possibilités scientifiques et techniques qui ne leur sont pas accessibles actuellement en raison de l'insuffisance des installations.

### *Nos ressources financières*

Les dépenses prévues en 2010-2011 en rapport avec cette AP sont de 1 918,7 millions de dollars. Cette somme représente une augmentation importante par rapport à l'exercice précédent (130 p. 100) en raison de la mise en œuvre du [Programme d'écologisation des pâtes et papiers](#) et de l'augmentation des fonds accordés au

### Dépenses prévues en 2010-2011



Fonds de l'énergie propre, au Programme de l'énergie propre, à écoÉNERGIE Rénovation et à écoÉNERGIE pour les biocarburants.

### COMMENT NOUS MESURONS NOTRE RÉUSSITE

Trois indicateurs de rendement ont été définis :

- production d'énergie propre et la réduction des gaz à effet de serre attribuables aux programmes de RNCan;
- contribution de RNCan à l'acquisition des connaissances et à l'adoption de solutions innovatrices en matière d'énergie propre;
- rendement des programmes dans l'atteinte des résultats attendus selon les plans, les échéanciers et les budgets prévus.

(Dans tous les cas, l'objectif est une tendance favorable à long terme.)

### GESTION DES RISQUES

Pour cette AP, nous gérons des risques de niveau moyen liés à la pertinence et à l'excellence à long terme de nos établissements de S-T. Plusieurs facteurs contribuent à ces risques, notamment la grande proportion des fonds à court terme voués à disparaître, la difficulté d'attirer et de maintenir en poste du personnel hautement qualifié compte tenu d'un marché du travail de

plus en plus restreint, et la sous capitalisation de l'ensemble de nos actifs, y compris les installations et l'équipement spécialisés (en général : *harmonisation des pratiques de gestion avec les objectifs et l'accès à des ressources spécialisées et limitées*).

D'autres objectifs plus circonscrits de notre série de programmes d'efficacité énergétique sont exposés à des risques de niveau moyen à moyen-élevé : des changements dans les conditions économiques nationales pourraient

soit diminuer, soit accroître grandement la demande d'extrants de programmes comme des subventions pour la rénovation de maisons (en général : *facteurs socioéconomiques*). De plus, les objectifs et la structure des programmes énergétique de RNCAN sont exposés à un risque moyen-élevé de subir des répercussions majeures de l'évolution des cadres juridiques et réglementaires nationaux et internationaux sur les émissions de gaz à effet de serre (en général : *cadres juridiques ou réglementaires en évolution*).

## Les programmes et les initiatives relatifs à l'AP 2.1 s'organisent autour de six sous activités, qui sont indiquées ci-dessous en même temps que les résultats escomptés pour 2010-2011.

<p>2.1.1 Matériaux pour la production et le transport de l'énergie et véhicules écoénergétiques SECTEUR RESPONSABLE : SMM</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Programme de recherche sur les matériaux structuraux automobiles : recherche de solutions d'énergie propre pour le secteur de l'automobile et le secteur nucléaire reposant sur des matériaux légers nouveaux ou améliorés de haute performance, l'acier ultrarésistant ou autres innovations.</li> <li>• Programme de recherche sur les matériaux pour l'énergie nucléaire et classique : mise au point de technologies d'adaptation aux changements climatiques, réhabilitation des sites dégradés / restauration des habitats, technologies de soutien de la biodiversité.</li> </ul> <p>RESSOURCES FINANCIÈRES PRÉVUES (EN MILLIERS) : 3 550 \$</p>
<p>2.1.2 Politique sur l'énergie propre SECTEUR RESPONSABLE : SE</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prestation continue de services d'analyse et de conseils en rapport avec la réglementation portant sur les grands émetteurs industriels, l'évolution des changements climatiques au Canada et ailleurs dans le monde, et autres impacts environnementaux liés à la production et à l'utilisation de l'énergie.</li> <li>• Élaboration continue de politiques sur les changements climatiques et l'énergie propre; mise en place de cadres de responsabilisation et de déclaration.</li> <li>• Harmonisation des politiques internationales sur les changements climatiques et des positions de négociation canadiennes avec les intérêts du Canada dans les secteurs de l'énergie et des autres ressources naturelles, et avec les politiques intérieures du Canada sur les changements climatiques.</li> </ul> <p>RESSOURCES FINANCIÈRES PRÉVUES (EN MILLIERS) : 5 233 \$</p>

<p>2.1.3 Énergie renouvelable SECTEUR RESPONSABLE : SE</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise sur pied du plan d'action du groupe de travail sur l'électricité dans le cadre du Dialogue sur l'énergie propre. Les initiatives projetées comprennent un forum Canada-États-Unis sur la formation de la main-d'œuvre de demain pour le secteur de l'énergie, une étude sur le stockage de l'énergie, un atelier sur les obstacles au commerce de l'électricité et une conférence sur les réseaux intelligents.</li> <li>Formulation et mise en œuvre d'un cadre de référence et d'un plan de travail pour la Porte d'entrée de l'énergie de l'Atlantique.</li> </ul> <p>RESSOURCES FINANCIÈRES PRÉVUES (EN MILLIERS) : 145 908 \$</p>
<p>2.1.4 Sciences et technologie énergétiques SECTEURS RESPONSABLES : SE et Secteur de l'innovation et de la technologie énergétique (SITE)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Publication d'une Feuille de route technologique sur les véhicules électriques.</li> <li>Rapports provisoires sur les activités de recherche, développement et démonstration en vue de créer des technologies visant à réduire les coûts et à augmenter l'efficacité du captage et stockage du carbone (CSC).</li> <li>Rapport provisoire sur la création d'un outil et d'un répertoire SIG de la biomasse.</li> <li>Dans le cadre du Dialogue sur l'énergie propre, proposition des projets et organisation des ateliers sur la recherche développement visant le CSC et l'énergie propre.</li> </ul> <p>RESSOURCES FINANCIÈRES PRÉVUES (EN MILLIERS) : 320 841 \$</p>
<p>2.1.5 Efficacité énergétique et carburants de remplacement pour le transport SECTEUR RESPONSABLE : SE</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Poursuite de la promotion de l'efficacité énergétique et de l'utilisation de carburants de remplacement dans les secteurs des immeubles et des maisons, des équipements, de l'industrie, du transport et des carburants de remplacement, dans le cadre de la série de <a href="#">programmes écoÉNERGIE</a> et des éléments pertinents du PAE.</li> <li>Travaux de réalisation des objectifs des programmes de la série actuelle et poursuite de notre démarche continue d'analyse et de conseils en rapport avec l'efficacité énergétique, y compris la préparation des programmes futurs.</li> </ul> <p>RESSOURCES FINANCIÈRES PRÉVUES (EN MILLIERS) : 820 251 \$</p>
<p>2.1.6 Durabilité énergétique du secteur des pâtes et papiers SECTEUR RESPONSABLE : SCF</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Achèvement de la négociation avec les entreprises bénéficiaires des accords de contribution visant à stimuler les investissements en capital dans le secteur des pâtes et papiers, pour une meilleure performance environnementale.</li> </ul> <p>RESSOURCES FINANCIÈRES PRÉVUES (EN MILLIERS) : 641 855 \$</p>

## ACTIVITÉ DE PROGRAMME 2.2 : GESTION DU RISQUE LIÉ AUX ÉCOSYSTÈMES

**Le Canada comprend et atténue le risque lié aux écosystèmes des ressources naturelles et à la santé humaine.**

### EN QUOI CONSISTE L'ACTIVITÉ DE PROGRAMME

Cette AP est conçue en vue de promouvoir de nouvelles technologies et pratiques dans le domaine de l'exploitation minière et des technologies écologiques; d'augmenter la compréhension de la dynamique forestière; d'élaborer des stratégies pour la gestion à long terme des déchets radioactifs; et de fournir des avis scientifiques fiables à l'appui des initiatives



### LE SAVIEZ-VOUS?

Dans le cadre de la création de son **Modèle du bilan du carbone**, RNCan administre le **Système national de surveillance et de déclaration des stocks de carbone forestier** qui évalue, déclare et étaye les émissions et l'élimination des gaz à effet de serre dans les forêts canadiennes.

de gestion durable des ressources. Elle vise à concilier les préoccupations environnementales et sociales et la prospérité économique.

### NOTRE DÉMARCHE

RNCan continuera de soutenir la responsabilité qu'a le gouvernement de s'assurer que le Canada comprend et atténue les risques liés aux écosystèmes des ressources naturelles et à la santé humaine. Cette action prend toute son importance alors que les effets des changements climatiques se font sentir dans différentes régions du pays.

Nous fournissons l'information scientifique de base sur les écosystèmes forestiers du Canada et nous veillons à ce que le maintien de la compétitivité économique ne se fasse pas au détriment de l'intégrité de l'environnement. Dans cette optique, nos activités portent sur la compréhension de la nature et de l'étendue des forêts canadiennes et de leur résilience face aux perturbations – qu'elles soient d'origine naturelle ou humaine – ainsi que sur la prévision des perturbations éventuelles des forêts et de leur impact sur elles, notamment dans le contexte des changements climatiques\*. Nous continuerons d'augmenter nos connaissances scientifiques sur le cycle du carbone forestier, nous poursuivrons nos activités de modélisation scientifique, de production de rapports et de prestation de conseils en analyse des politiques, et nous ferons suite aux obligations du Canada en matière de rapports sur les changements climatiques et les forêts dans le contexte de la **Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques**.

En tant qu'hôte du Secrétariat du [Réseau international de forêts modèles](#), nous collaborons avec des partenaires de plus de 30 pays afin de promouvoir la gestion responsable des forêts au niveau local et de faire progresser le programme international visant la mise en valeur et l'exploitation responsables des ressources forestières.

Nos connaissances et notre expertise dans le domaine des géosciences sont mises au service d'une saine intendance environnementale dans le cadre des évaluations environnementales de projets de développement ainsi que des grands exercices d'évaluation des ressources minérales et énergétiques. Notre objectif est de discerner et d'atténuer les effets néfastes pour l'environnement, afin d'éclairer la prise de décisions et de définir une approche équilibrée de la conservation et du développement économique. Les recherches effectuées dans le cadre du Programme de géosciences environnementales généreront des connaissances scientifiques qui permettront aux législateurs et aux promoteurs de projet de prendre des décisions informées en ce qui a trait à la caractérisation et la gestion des risques aux écosystèmes causés par la mise en valeur et l'utilisation des ressources minières et énergétiques.

Notre [Programme sur les eaux souterraines](#) vise à dresser un inventaire national des aquifères qui appuiera la prise de décisions éclairées sur les questions ayant trait à l'eau souterraine. En collaboration avec les provinces et les territoires, 12 des 30 principaux [aquifères](#) régionaux du Canada ont été évalués. Les activités de cartographie se poursuivront à l'égard des 18 autres aquifères (et comprendront l'établissement de normes et de protocoles communs avec

## LE SAVIEZ-VOUS?

Dans le cadre de l'Initiative d'exploitation minière écologique, un projet de recherche évalue la possibilité d'utiliser des déchets organiques des municipalités ou du secteur forestier pour couvrir les zones de résidus miniers en vue de supprimer les fermentations acides et de créer des sols pouvant servir à cultiver des biocarburants. Des champs pilotes sont actuellement à l'essai un peu partout au pays.

nos partenaires) afin de nous aider à mieux comprendre cette ressource essentielle et faire en sorte qu'elle soit mieux gérée et protégée\*. De plus, nous offrons des conseils aux provinces et aux territoires pour l'élaboration de cadres de gestion de l'eau souterraine dans le contexte de projets comme celui de la région des sables bitumineux de l'Athabasca.

Au chapitre de la gestion du nucléaire, nous travaillons à atténuer les risques pour l'environnement et la santé au moyen de nos programmes de gestion des déchets radioactifs. C'est dans ce cadre que s'inscrit le [Programme des responsabilités nucléaires héritées](#), une stratégie de gestion à long terme (sur 70 ans) du déclassé des sites d'EACL et de leurs déchets radioactifs, qui comprend la mise en place de solutions à long terme (par l'entremise de la [Société de gestion des déchets nucléaires](#)). En outre, des travaux se poursuivent pour le nettoyage des résidus accumulés dans la région de Port Hope, en Ontario et ailleurs au Canada.

Enfin, à l'aide de l'[Initiative d'exploitation minière écologique](#), un partenariat multilatéral, nous mettrons au point et repérerons des technologies écologiques pour le secteur minier et nous en ferons la promotion, en vue de favoriser un secteur des ressources minières qui soit à la fois compétitif et plus écologique. Les activités de recherche et de sensibilisation viseront à réduire les risques écologiques issus des activités minières et à encourager et améliorer les pratiques durables. Pour les quatre prochaines années, nous mettrons l'accent sur quatre grands thèmes de recherche : réduction de l'empreinte, innovation dans la gestion des résidus, gestion des risques pour les écosystèmes, et fermeture et restauration de sites miniers.

## COMMENT NOUS TRAVAILLONS À LA RÉALISATION DE L'AP

### *Nos gens*

Dans cette AP, notre effectif est surtout constitué de chercheurs spécialisés dans les écosystèmes et les sciences de la Terre, ainsi que de spécialistes techniques. Les difficultés, comme dans les autres secteurs scientifiques très spécialisés, se situent dans le recrutement de spécialistes pour doter les postes laissés vacants par les départs à la retraite. La situation présente cependant une occasion de combler les écarts de représentation, notamment des femmes.

### *Nos ressources matérielles*

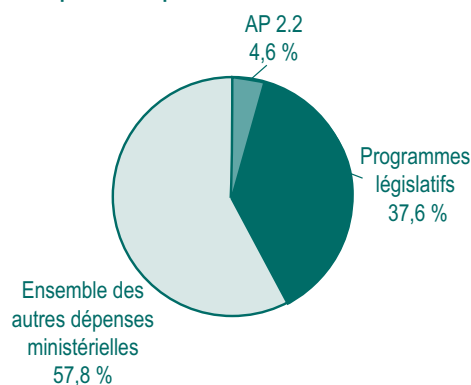
À l'appui de nos activités de R-D dans le domaine des technologies minières et des enjeux environnementaux connexes, nous exploitons des laboratoires des mines et des sciences minérales à Ottawa et à Sudbury, en Ontario, ainsi qu'une mine pilote à Val D'Or au Québec. Des travaux de maintenance doivent être effectués cette année au laboratoire d'Ottawa

dans le but de moderniser les installations et de répondre à certains besoins plus immédiats liés à la santé et à la sécurité.

### *Nos ressources financières*

Les dépenses prévues en 2010-2011 en rapport avec cette AP sont de 205,7 millions de dollars. Il est prévu que cette enveloppe budgétaire diminuera de 57 p. 100 en 2011-2012 en raison d'une réduction prévue des dépenses liées au [Programme des responsabilités nucléaires héritées](#).

#### Dépenses prévues en 2010-2011



## COMMENT NOUS MESURONS NOTRE RÉUSSITE

Trois indicateurs de rendement ont été définis :

- contribution de RNCan aux processus fédéraux d'évaluation environnementale et de reddition de comptes;
- contribution de RNCan à l'acquisition des connaissances sur les écosystèmes et aux solutions innovatrices en matière de gestion des risques pour les écosystèmes;
- rendement des programmes dans l'atteinte des résultats attendus selon les plans, les échéanciers et les budgets prévus.

(Dans tous les cas, l'objectif est une tendance favorable à long terme.)



## GESTION DES RISQUES

Pour cette AP, nous gérons un ensemble de risques de niveau moyen à moyen-élevé liés à la difficulté d'appliquer les meilleures connaissances scientifiques et techniques disponibles à la gestion des risques pour les écosystèmes (en général : *l'harmonisation des pratiques de gestion avec les objectifs*). En particulier, on nous demande souvent d'examiner des problèmes relativement immédiats et urgents, et des questions allant des épidémies de ravageurs forestiers à l'établissement des limites des parcs nationaux.

Notre intervention peut toutefois n'être fondée que sur des assises scientifiques partielles en raison des longues périodes nécessaires à une compréhension plus approfondie. Nous devons également relever le défi qui consiste à nous assurer que les meilleures connaissances scientifiques et techniques sont prises en compte lors du traitement des questions environnementales et socioéconomiques complexes qui peuvent être en jeu, par exemple dans la gestion à long terme des responsabilités nucléaires historiques.

**Les programmes et les initiatives relatifs à l'AP 2.2 s'organisent autour de quatre sous activités, qui sont indiquées ci-dessous en même temps que les résultats escomptés pour 2010-2011.**

<p>2.2.1 Rendement environnemental fort dans le domaine des minéraux et des métaux</p> <p>SECTEUR RESPONSABLE : SMM</p>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Poursuite de la mise en œuvre de l'initiative multilatérale relative aux mines vertes, qui assure l'amélioration continue du rendement environnemental de l'industrie et qui accélère la mise au point de technologies et de méthodes de remplacement à l'appui de l'exploitation minière écologique. Ce point comprend la continuation du travail effectué dans le cadre des quatre thèmes interdépendants de l'initiative, à savoir la réduction des effets sur l'environnement, l'innovation dans le domaine de la gestion des déchets, la gestion des risques aux écosystèmes et la fermeture des mines ainsi que la restauration de leurs sites. En d'autres mots, les thèmes abordent la protection, la réparation des dommages et la remise en état de l'environnement.</li><li>• Procédure des évaluations environnementales qui se basent sur des principes scientifiques éprouvés, des pratiques exemplaires et des technologies disponibles, qui ont l'appui des intervenants, qui répondent aux normes de service et aux engagements, et qui sont effectués selon les délais prévus.</li></ul> <p>RESSOURCES FINANCIÈRES PRÉVUES (EN MILLIERS) : 6 843 \$</p>
---	---

<p>2.2.2 La science des écosystèmes forestiers et son application SECTEUR RESPONSABLE : SCF</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Élaboration d'un plan de recherche sur le carbone forestier qui procurera une perspective nationale sur les principales questions auxquelles la recherche doit répondre à long terme.</li> <li>Travaux à la création d'un cadre national d'analyse des risques pour la biodiversité forestière qui permettra de reconnaître les faiblesses des écosystèmes et de renforcer le processus décisionnel concernant la planification et les investissements scientifiques.</li> <li>Dans le cadre de l'<b>Initiative de forêts modèles africaines</b>, travaux à l'établissement d'un réseau dans les régions du Maghreb et du bassin du Congo.</li> </ul> <p>RESSOURCES FINANCIÈRES PRÉVUES (EN MILLIERS) : 27 642 \$</p>
<p>2.2.3 Géoscience environnementale SECTEUR RESPONSABLE : SST</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Apport d'une contribution à la réponse du gouvernement à l'évaluation environnementale (EE) de la Commission d'examen du projet gazier Mackenzie, ainsi qu'aux activités d'examen et de suivi technique des EE en rapport avec les grands projets de développement, notamment le projet hydroélectrique du bras de mer Bute, l'étude des dépôts dans les couches géologiques profondes, le parc d'éoliennes de Naikun et le projet de mine de diamants de Star-Orion South.</li> <li>Réalisation de l'évaluation de trois nouveaux aquifères pour arriver à un total de 15 aquifères cartographiés sur les 30 grands aquifères régionaux, en collaboration avec les provinces et les territoires.</li> </ul> <p>RESSOURCES FINANCIÈRES PRÉVUES (EN MILLIERS) : 11 488 \$</p>
<p>2.2.4 Gestion des déchets radioactifs SECTEUR RESPONSABLE : SE</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Obtention de l'autorisation gouvernementale pour le volet mise en œuvre de l'Initiative de la région de Port Hope.</li> <li>Obtention de l'approbation du lancement de la phase 2 du Programme des responsabilités nucléaires historiques.</li> <li>Achèvement de la phase 1 du plan de nettoyage et de déclasséement du site de Gunnar.</li> </ul> <p>RESSOURCES FINANCIÈRES PRÉVUES (EN MILLIERS) : 148 728 \$</p>

## RÉSULTAT STRATÉGIQUE 3 : SÛRETÉ, SÉCURITÉ ET INTENDANCE


Les connaissances sur les ressources naturelles et sur la masse continentale et les systèmes de gestion renforcent la sûreté et la sécurité des Canadiens et contribuent à l'intendance des ressources naturelles et des terres du Canada.

La réussite et l'efficacité de ce résultat stratégique seront mesurées au moyen de l'indicateur suivant : *contribution à la sécurité et à la protection des Canadiens et à l'efficacité du processus de réglementation et de l'intendance des terres fédérales.*

L'atteinte de ce résultat sera soutenue par trois activités de programme :

- 3.1 S'adapter au changement climatique et gestion du risqué lié aux dangers
- 3.2 Des connaissances sur les ressources naturelles et la masse continentale et les systèmes
- 3.3 Fonds renouvelable de Géomatique Canada

## RÉSULTAT STRATÉGIQUE 3 : SÛRETÉ, SÉCURITÉ ET INTENDANCE

	RÉSULTATS À COURT TERME	RÉSULTATS À MOYEN TERME	RÉSULTATS À LONG TERME
3.1 S'ADAPTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET GESTION DU RISQUE LIÉ AUX DANGERS	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les Canadiens sont davantage protégés des dangers de l'exploitation minière, des pipelines et des explosifs.</li> <li>Les intervenants du secteur forestier sont en mesure de faire face aux possibilités et aux menaces découlant des perturbations des forêts.</li> <li>Les risques et les occasions découlant des impacts des changements climatiques sur les terres, les côtes et l'économie du Canada sont évalués, et des mesures adaptatives sont intégrées aux plans, aux stratégies et aux lignes directrices.</li> <li>L'information géographique et géoscientifique soutient la gestion des situations d'urgence – séismes, inondations, glissements de terrain, dangers radiologiques et tempêtes géomagnétiques – aide à élaborer des stratégies d'atténuation à long terme, et permet au Canada de remplir ses obligations de surveillance des essais nucléaires.</li> </ul>	Le Canada s'adapte au changement climatique et possède les connaissances et les outils afin de gérer le risque associé aux dangers naturels et aux dangers découlant de l'activité humaine	 <p>Les connaissances sur les ressources naturelles et sur la masse continentale et les systèmes de gestion renforcent la sûreté et la sécurité des Canadiens et contribuent à l'intendance des ressources naturelles et des terres du Canada</p>
3.2 DES CONNAISSANCES SUR LES RESSOURCES NATURELLES ET LA MASSE CONTINENTALE ET LES SYSTÈMES	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des connaissances et des statistiques soutiennent la prise de décisions fondées sur des données probantes, et sont facilement accessibles au public.</li> <li>L'information géographique essentielle à la gouvernance du Canada est gérée, utilisée et accessible – arpentage cadastral et levés géodésiques du Canada, frontière internationale avec les États-Unis, élargissement des droits d'exploitation de la zone côtière du Canada en vertu de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, données des cartes topographiques et données de télédétection. L'Atlas du Canada et la gestion de la toponymie au Canada permettent de mieux connaître le pays.</li> <li>Des évaluations environnementales et des examens réglementaires de grande qualité sont réalisés de façon prévisible et opportune.</li> <li>Les responsabilités liées aux consultations des Autochtones sont respectées de façon systématique, adéquate et significative.</li> </ul>	Le Canada possède les connaissances sur les ressources naturelles et la masse continentale qui contribuent au développement du pays par le biais de cartes, droits de propriété, gestion des frontières, statistiques et prise de décision intégrée, et permet au Canada d'assumer un rôle de leadership au sein de tribunes fédérales/provinciales/territoriales et internationale	
3.3 FONDS RENOUVELABLE DE GÉOMATIQUE CANADA		Les demandes de RNCan, d'autres ministères et de clients de l'industrie pour des produits et des services du Fonds renouvelable sont satisfaites par le recouvrement intégral des coûts	

VISION : AMÉLIORER LA QUALITÉ DE VIE DES CANADIENS EN CRÉANT UN AVANTAGE DURABLE EN MATIÈRE DE RESSOURCES

## ACTIVITÉ DE PROGRAMME 3.1 : S'ADAPTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET GESTION DU RISQUE LIÉ AUX DANGERS

**Le Canada s'adapte au changement climatique et possède les connaissances et les outils afin de gérer le risque associé aux dangers naturels et aux dangers découlant de l'activité humaine.**

### EN QUOI CONSISTE L'ACTIVITÉ DE PROGRAMME

Cette AP fournit l'expertise et les connaissances scientifiques qui aident le gouvernement, le secteur privé et les collectivités à atténuer les effets possibles des changements climatiques et à s'y adapter, ainsi qu'à réduire les risques pour les Canadiens et à soutenir les interventions d'urgence face à des dangers d'origine naturelle et anthropique. Elle vise également à garantir que les règlements relatifs aux explosifs et aux feux d'artifice sont fondés sur des données probantes et sont appliqués adéquatement.

### NOTRE DÉMARCHÉ

La façon dont le Canada réagit aux changements climatiques et gère les risques liés aux dangers d'origine naturelle et anthropique a une incidence importante sur la sûreté et la sécurité des Canadiens et sur l'intendance des ressources naturelles et des terres du Canada. En contribuant à acquérir une meilleure compréhension des dangers éventuels, RNCAN facilite les interventions du gouvernement en cas de crise et éclaire l'élaboration de stratégies d'atténuation à long terme.

Nous sommes responsables de la réglementation, de la délivrance de permis et de l'inspection en rapport avec les activités de fabrication, d'entreposage, de vente et de possession **d'explosifs et de feux d'artifice**. Nous avons entrepris de mettre à jour la **réglementation sur les explosifs** afin qu'elle soit conforme aux pratiques industrielles modernes tout en protégeant les travailleurs et le public. Des mesures ont déjà été adoptées pour combler des lacunes du cadre réglementaire, notamment par l'adoption du **Règlement sur les composants d'explosif limités** et par l'établissement de partenariats avec l'industrie dans le but de renforcer la sécurité au moyen du **Partenariat pour la sûreté des explosifs**.

Nos activités de recherche sur les **ravageurs** et les **feux de végétation** contribuent à assurer la sûreté et la sécurité des Canadiens, ainsi que la bonne intendance des ressources naturelles. Nous coordonnons les stratégies nationales et intergouvernementales pour la gestion et l'atténuation des perturbations des forêts et nous fournissons en permanence des capacités et de l'expertise scientifiques en cette matière.

### LE SAVIEZ-VOUS?

En 2008, 25 scientifiques de RNCAN ont collectivement reçu le prix Nobel de la paix en leur qualité de coauteurs du rapport d'évaluation 2007 du **Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat**.



## LE SAVIEZ-VOUS?

RNCan a apporté sa contribution à la sécurité des Jeux olympiques d'hiver de Vancouver en surveillant des installations essentielles et en fournissant un soutien technique aux organismes chargés de la sécurité des Jeux.

Ces activités comprennent la lutte aux ravageurs indigènes et acclimatés (p. ex., la [tordeuse des bourgeons de l'épinette](#)) et aux insectes envahissants exotiques (p. ex., [l'agrile du frêne](#)). Nous procédons également à l'évaluation des risques, à l'atténuation des impacts et à la gestion des feux de végétation (en collaboration avec les provinces, d'autres ministères et organismes gouvernementaux, et les intervenants du milieu).

Nous augmentons nos connaissances et nous les appliquons à l'évaluation des impacts, des risques et des possibilités associés aux changements climatiques. Ces connaissances sont utilisées pour mettre au point des stratégies d'atténuation et d'adaptation, en collaboration avec nos partenaires et intervenants. Par exemple, nous procédons à des études sur la sensibilité et la réaction de la masse continentale et des régions côtières face à un climat en mutation. Nos données géoscientifiques sur la dégradation du pergélisol, la hausse du niveau des océans et l'érosion du littoral nous aident à mieux comprendre les effets des changements climatiques. De plus, les travaux de recherche portant sur les risques et les effets des changements climatiques sur les forêts et les écosystèmes du Canada nous permettent

d'élaborer de nouvelles politiques, stratégies et pratiques en vue d'atténuer ces risques. Les activités en cours et futures seront axées sur l'évolution possible du pergélisol, des glaciers, de l'utilisation des terres, du niveau des mers et de la forêt.

En collaboration avec d'autres ministères fédéraux, nous participons activement au programme des initiatives de collaboration pour l'adaptation régionale qui aidera les Canadiens à définir des approches d'adaptation face aux changements climatiques propres à leur région. Nous produisons des outils pour faciliter l'adaptation dans des secteurs ciblés, notamment en matière d'ingénierie et de planification. En outre, des outils et méthodes seront mis au point afin de permettre à différents intervenants des secteurs public et privé d'intégrer des stratégies d'adaptation aux changements climatiques. Un ensemble de connaissances sera créé et rendu accessible afin de mieux déterminer la façon dont les changements climatiques affecteront les Canadiens, leurs terres, leurs collectivités et leurs activités économiques.

De plus, notre connaissance des géosciences et des incidences des changements climatiques est mise à contribution pour la protection civile. Nous exerçons une surveillance permanente des [tremblements de terre](#), des [éruptions volcaniques](#), des [glissements de terrain](#), des [orages géomagnétiques](#) et des [incidents nucléaires](#) et radiologiques, et nous faisons la prévision des [tsunamis](#). Notre expertise contribue à soutenir la gestion des interventions d'urgence mais, surtout, elles permettent au gouvernement et aux organismes de se préparer aux catastrophes naturelles, d'en atténuer les effets et de réduire les pertes qui peuvent en découler.

## COMMENT NOUS TRAVAILLONS À LA RÉALISATION DE L'AP

### *Nos gens*

Les ressources humaines jouent un rôle très important dans cette AP : les employés qui contribuent à ses activités représentent 13 p. 100 de notre effectif total, alors que son budget compte pour seulement 1 p. 100 de nos dépenses totales de programmes. Ces employés sont surtout des scientifiques et des techniciens; ils travaillent partout au pays dans des domaines comme les explosifs, les changements climatiques, le comportement des feux et la sismologie. Les pratiques de recrutement conventionnelles sont difficiles à appliquer en raison de leur degré élevé de spécialisation. C'est pourquoi nos activités de recrutement recourent principalement aux stages de perfectionnement postdoctoral, aux stages coopératifs, au [Programme de recrutement et de perfectionnement d'analystes](#) de politiques ainsi qu'au [Programme des adjoints de recherche](#). Dans la mesure du possible, nous encourageons la formation par rotation de postes dans le but d'avoir un effectif plus polyvalent, qui puisse mieux répondre à nos besoins opérationnels.

### *Nos ressources matérielles*

Afin d'améliorer la recherche dans le domaine des insectes forestiers exotiques, nous avons formé un partenariat avec le ministère des Richesses naturelles de l'Ontario pour la création d'un Centre sur les espèces envahissantes; le Centre sera à l'avant-garde des recherches dans ce domaine et il sera rattaché au Centre de foresterie des Grands Lacs, à Sault Ste. Marie, en Ontario. Les recherches qui y seront menées nous permettront de mieux évaluer les risques en rapport avec la

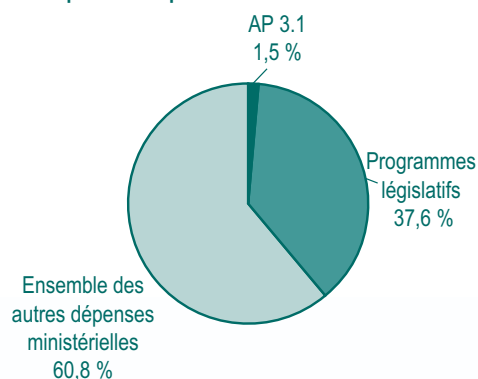
problématique des insectes forestiers exotiques, de prévoir les effets et de proposer des stratégies d'atténuation et d'adaptation. Notre effectif ne devrait pas augmenter étant donné que ce sont les employés du [Centre de foresterie](#) qui utiliseront ces installations modernisées.

Le [Laboratoire canadien de recherche sur les explosifs](#), situé à Ottawa, en Ontario, se livre à des activités de S-T dont la qualité est reconnue sur la scène internationale. Il appuie notre travail sur la réglementation des explosifs, ainsi que les activités d'autres ministères (Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, Gendarmerie royale du Canada, Transport Canada) touchant la sûreté des explosifs et la sécurité des personnes. Des travaux d'entretien sont prévus en 2010-2011 pour mettre les installations à niveau et améliorer le rendement opérationnel et environnemental des activités de recherche sur les explosifs menées à l'appui de la [Loi sur les explosifs](#) et de sa réglementation ainsi que de la [Loi sur le transport des marchandises dangereuses](#).

### *Nos ressources financières*

Les dépenses prévues en 2010-2011 en rapport avec cette AP sont de 68,6 millions de dollars.

#### Dépenses prévues en 2010-2011



## COMMENT NOUS MESURONS NOTRE RÉUSSITE

Trois indicateurs de rendement ont été définis :

- contribution de RNCan à l'utilisation sécuritaire des explosifs au Canada, évaluée en fonction des résultats des inspections et de l'avancement des connaissances en S-T dans le domaine des explosifs;
- contribution de RNCan à l'adaptation aux changements climatiques et à la gestion des risques naturels, mesurée par l'utilisation et la présentation rapide et accessible des connaissances et des outils favorisant l'adaptation et la gestion des risques naturels;
- rendement des programmes dans l'atteinte des résultats attendus selon les plans, les échéanciers et les budgets prévus.

(Dans tous les cas, l'objectif est une tendance favorable à long terme.)

## GESTION DES RISQUES

Dans le cadre de cette AP, dans le domaine de la réglementation des explosifs classiques et de leurs précurseurs, les risques associés à la modernisation de la réglementation varient du niveau moyen faible à moyen. Ils découlent du fait que le personnel hautement qualifié se fait rare et que l'attribution des ressources aux activités se fait à court terme et de façon instable – en fonction du recouvrement des coûts (en général : *l'harmonisation des pratiques de gestion avec les objectifs et l'accès à des ressources spécialisées et limitées*).

**Les programmes et les initiatives relatifs à l'AP 3.1 s'organisent autour de quatre sous activités, qui sont indiquées ci-dessous en même temps que les résultats escomptés pour 2010-2011.**

<p>3.1.1 Exploration minière, infrastructure minière et sûreté et sécurité des explosifs SECTEUR RESPONSABLE : SMM</p>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Modernisation de la réglementation des explosifs : la révision du règlement sur les explosifs vise à tenir compte des pratiques industrielles modernes, tout en assurant la protection de la main-d'œuvre et du grand public et en minimisant le fardeau administratif pour l'industrie. Il s'agit de réglementer, d'autoriser et d'inspecter la fabrication, l'entreposage, la vente et la possession d'explosifs et de feux d'artifice. Des mesures ont déjà été prises pour corriger les lacunes du cadre réglementaire, y compris la mise en œuvre du <i>Règlement sur les composants d'explosif limités</i> et l'établissement de partenariats avec les intervenants pour renforcer la sécurité des explosifs au moyen du Partenariat pour la sûreté des explosifs.</li><li>• Poursuite de l'établissement de partenariats avec les intervenants clés afin d'assurer la durabilité de notre travail sur les sciences et la technologie dans le domaine de la sécurité des explosifs.</li></ul> <p>RESSOURCES FINANCIÈRES PRÉVUES (EN MILLIERS) : 10 081 \$</p>
--	---



<p>3.1.2 La science des perturbations des forêts et son application SECTEUR RESPONSABLE : SCF</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Poursuite des travaux d'élaboration de la <a href="#">Méthode canadienne d'évaluation des dangers d'incendie de forêt</a>.</li> <li>• Mise à jour du cadre d'analyse des risques de la <a href="#">Stratégie nationale sur les ravageurs forestiers</a>, l'approche privilégiée pour les décisions liées aux ravageurs forestiers.</li> <li>• Travaux d'élaboration d'un cadre d'envergure nationale et d'outils décisionnels permettant l'évaluation intégrée des risques, des vulnérabilités et des possibilités qu'engendrent les changements climatiques pour les forêts et le secteur forestier du Canada.</li> </ul> <p>RESSOURCES FINANCIÈRES PRÉVUES (EN MILLIERS) : 29 123 \$</p>
<p>3.1.3 Géoscience axée sur les changements climatiques et leur adaptation SECTEUR RESPONSABLE : SST</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en place de six nouveaux <a href="#">programmes de collaboration pour l'adaptation régionale</a>, y compris un programme pour le Nord.</li> <li>• Achèvement des plans d'adaptation aux changements climatiques pour six collectivités du Nord et plusieurs collectivités côtières, y compris Vancouver et Halifax.</li> </ul> <p>RESSOURCES FINANCIÈRES PRÉVUES (EN MILLIERS) : 16 849 \$</p>
<p>3.1.4 Géoscience pour la sécurité publique SECTEUR RESPONSABLE : SST</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• En partenariat avec l'Agence japonaise pour les sciences et technologies marines et terrestres, installation de 30 sismographes japonais de fond marin dans la zone de subduction de Cascadia, au large des côtes de la Colombie-Britannique. Cet effort sera coordonné avec la mise en place d'instruments supplémentaires par des agences américaines dans la région.</li> <li>• Instauration de nouveaux partenariats avec Recherche et développement pour la défense Canada afin d'encourager une évaluation quantitative des risques associés aux catastrophes naturelles, et ainsi contribuer à la création d'un système d'évaluation de tous les risques.</li> </ul> <p>RESSOURCES FINANCIÈRES PRÉVUES (EN MILLIERS) : 12 564 \$</p>

## ACTIVITÉ DE PROGRAMME 3.2 : DES CONNAISSANCES SUR LES RESSOURCES NATURELLES ET LA MASSE CONTINENTALE ET LES SYSTÈMES

**Le Canada possède les connaissances sur les ressources naturelles et la masse continentale qui contribuent au développement du pays au moyen de cartes, droits de propriété, gestion des frontières, statistiques et prise de décision intégrée, et permet au Canada d'assumer un rôle de leadership au sein de tribunes fédérales-provinciales-territoriales et internationales.**

### EN QUOI CONSISTE L'ACTIVITÉ DE PROGRAMME

Cette AP permet de renforcer le système de gestion des ressources, fournit des données géographiques précises et fondamentales à l'appui des processus décisionnels et de la planification à tous les niveaux, de même qu'un processus fédéral amélioré d'examen réglementaire. Elle appuie aussi les obligations du ministre visant à assurer les droits de propriété.

### NOTRE DÉMARCHE

Nous avons l'obligation et la responsabilité de fournir à la population et aux entreprises canadiennes un accès aux connaissances et aux renseignements sur l'exploitation minière,

les métaux et le territoire. À cette fin, nous réunissons et nous diffusons des statistiques actuelles, pertinentes et fiables sur les industries des mines et des métaux. Ces données sont utilisées par nos partenaires du secteur privé (y compris les universités) pour planifier leurs opérations et leurs activités de recherche. Ces sources précieuses de connaissances alliées à de solides mécanismes institutionnels à l'usage du gouvernement, de l'industrie et des universités peuvent constituer un élément clé de la reprise économique.

Nous diffusons un éventail de données à référence spatiale y compris des données en ligne, des cartes et des images satellites, ainsi qu'une expertise et des services de spécialistes. Le tout sert à guider l'élaboration des politiques et des programmes sur les ressources naturelles et en rapport avec les grands enjeux de santé publique, de sûreté et de sécurité. Par exemple, nous sommes en voie de compléter une carte topographique du Nord canadien.

Nous participons également à la définition et la délimitation des frontières internationales du Canada dans le cadre de nombreux traités et conventions internationaux. Cet aspect fondamental de notre rôle est essentiel quant à l'exécution de nos programmes de douane et d'immigration et de la protection de la sécurité nationale.

De fait, nous avons entrepris de cartographier le plateau continental dans le but d'appuyer sur des fondements scientifiques l'extension de notre souveraineté sur les marges continentales

atlantique et arctique en vertu de la [Convention des Nations Unies sur le droit de la mer\\*](#) (UNCLOS)<sup>2</sup>.

Un manque d'efficacité de la réglementation ainsi que des incertitudes entourant les traités et les droits autochtones affectent le climat d'investissement et la compétitivité des secteurs des ressources naturelles. Pour pallier ce problème, l'[arpenteur général](#) remplit les obligations du Canada à l'égard de la délimitation des parcelles faisant l'objet de revendications territoriales. Le [Bureau de gestion des grands projets \(BGGP\)\\*](#) travaille en collaboration avec les autres ministères et organismes gouvernementaux à améliorer la responsabilisation, la transparence, la diligence et la prévisibilité des processus réglementaires. D'autre part, nous travaillons présentement à assurer une plus grande prévisibilité et clarté des processus en mettant en place des échéanciers et des normes de service pour chacun des grands projets et en les inscrivant dans chaque entente de projet. Nous élaborons des contrôles de gestion et des mesures de rendement afin d'assurer le règlement rapide des problèmes liés aux projets, et nous élaborerons une approche pangouvernementale pour les consultations des communautés autochtones au sujet des grands projets visant les ressources. Le BGGP continuera également d'améliorer les processus d'évaluation environnementale, la délivrance de permis et les consultations des Autochtones

<sup>2</sup> Dans le cadre du projet UNCLOS, les États côtiers peuvent recourir à des données scientifiques pour établir les limites extérieures de leur plateau continental au-delà des 200 milles marins habituels, ce qui leur accorderait les droits exclusifs d'exploitation des ressources découvertes. Le traité donne à un pays une période de 10 ans après sa ratification pour présenter les preuves scientifiques établissant les limites extérieures de son plateau continental. Le Canada a jusqu'en 2013 pour présenter ses arguments.

## LE SAVIEZ-VOUS?

L'[Atlas du Canada](#) fournit des cartes du Canada depuis plus de 100 ans. La sixième édition, publiée en ligne en 1998, a été l'un des premiers atlas électroniques en ligne au monde. Il est mis à jour en permanence afin de refléter les avancées technologiques ainsi que l'évolution des contextes économique et démographique.

dans le cadre des grands projets de ressources. Il cherchera dans cette optique les possibilités d'amélioration du cadre législatif et réglementaire fédéral.

## COMMENT NOUS TRAVAILLONS À LA RÉALISATION DE L'AP

### *Nos gens*

Les ressources humaines jouent un rôle très important dans cette AP : les employés qui contribuent à ses activités représentent 15 p. 100 de notre effectif total, alors que son budget compte pour seulement 2 p. 100 de nos dépenses totales de programmes. Ces employés sont surtout des scientifiques et des techniciens, en poste partout au pays. De nombreuses contraintes physiques (comme le fait de travailler dans le grand Nord) et des contraintes de temps (saison de travail courte, date limite de présentation du rapport final en 2013) associées au projet UNCLOS font de la gestion de notre effectif dans ce domaine une priorité si nous voulons produire les résultats voulus en temps opportun. En conséquence, nous réaffectons déjà des employés au projet pour nous assurer de tirer

parti de nos ressources dans le cheminement du projet au cours des trois prochaines années.

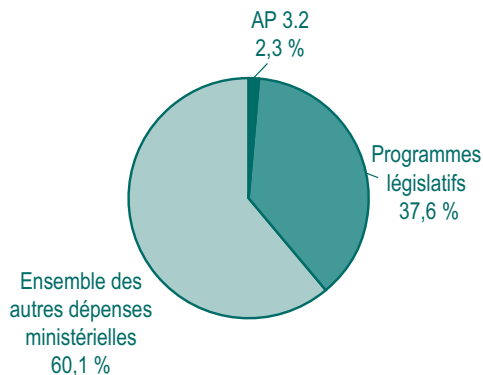
### *Nos ressources matérielles*

Le Programme du plateau continental polaire, avec sa base de Resolute, au Nunavut et son matériel mobile, continue d'apporter un soutien logistique précieux aux chercheurs qui travaillent dans le Nord.

### *Nos ressources financières*

Les dépenses prévues en 2010-2011 en rapport avec cette AP sont de 103,6 millions de dollars. Une réduction des dépenses est prévue pour les années subséquentes (18 p. 100 en 2011-2012 et 28 p. 100 en 2012-2013, par rapport aux niveaux de 2010-2011) en raison d'une baisse du financement requis pour le projet UNCLOS.

Dépenses prévues en 2010-2011



### COMMENT NOUS MESURONS NOTRE RÉUSSITE

Trois indicateurs de rendement ont été définis :

- contribution de RNCan au développement et à la sécurité du Canada grâce aux percées dans le domaine des connaissances géographiques, à la gestion des frontières, aux levés et aux systèmes à l'appui d'un régime foncier sûr pour les terres du Canada;

- gestion efficace du processus fédéral de réglementation des grands projets de ressources naturelles mesurée par le respect des échéances et des normes de service par tous les ministères et agences fédéraux;
- rendement des programmes dans l'atteinte des résultats attendus selon les plans, les échéanciers et les budgets prévus.

(Dans tous les cas, l'objectif est une tendance favorable à long terme.)

### GESTION DES RISQUES

Deux éléments de l'AP présentent des risques importants. Notre capacité à gérer efficacement le processus de réglementation fédérale à l'égard des grands projets de ressources revêt une importance particulière. Un risque de niveau moyen-faible est associé à l'incertitude face à l'uniformité de la mise en œuvre – par toutes les instances du gouvernement fédéral et dans toutes les régions – de la récente directive du Cabinet dans le domaine (en général : *rappports avec les intervenants*). De plus, il y a un risque moyen que le cadre juridique pour les consultations des Autochtones évolue à un rythme qui mette à l'épreuve l'adaptabilité du processus de réglementation (en général : *cadres juridiques ou réglementaires en évolution*).

Dans les domaines de l'information sur la masse terrestre et de la gestion des frontières internationales, nous sommes un partenaire clé dans l'initiative horizontale en vue de recueillir des données et de répondre aux exigences juridiques pour la délimitation du plateau continental du Canada, qui doit faire l'objet d'une demande au titre de l'UNCLOS avant décembre 2013. Cette initiative est exposée aux risques moyens qui caractérisent habituellement

la réalisation de projets de cette envergure dans les délais impartis et les limites budgétaires, et plus particulièrement un projet où il faut composer avec les conditions du travail dans le Grand Nord, des conditions météorologiques

imprévisibles, une saison courte des travaux sur le terrain ainsi que de l'expertise et de l'équipement limités (en général : *rappports avec les intervenants, chemin critique, incident grave et accès à des ressources spécialisées et limitées*).

**Les programmes et les initiatives relatifs à l'AP 3.2 s'organisent autour de trois sous activités, qui sont indiquées ci-dessous en même temps que les résultats escomptés pour 2010-2011.**

<p>3.2.1 Connaissances et données sur les minéraux et les métaux SECTEUR RESPONSABLE : SMM</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assurance du renouvellement constant des connaissances de l'industrie des minéraux et métaux en réalisant différentes enquêtes statistiques, y compris le Recensement annuel des mines, les statistiques actuelles et les prévisions en matière d'exploration, l'information sur l'utilisation des minéraux et métaux et les données sur le commerce. Cette activité s'effectue en collaboration avec les provinces et les territoires et la relation synergique permet d'éviter toute duplication.</li> <li>Publication annuelle de l'information et des analyses portant sur les minéraux et métaux, notamment des rapports, des bulletins, des recueils et des cartes interactives, qui sont imprimées sur des copies papier et diffusées au moyen d'outils sophistiqués et conviviaux dans Internet.</li> <li>Assurance de l'entretien des bases de données et des outils d'information afin de fournir des renseignements aux forums nationaux et internationaux en vue de favoriser la prise de décisions gouvernementales informées.</li> </ul> <p>RESSOURCES FINANCIÈRES PRÉVUES (EN MILLIERS) : 4 202 \$</p>
<p>3.2.2 Information géographique essentielle et soutien SECTEUR RESPONSABLE : SST</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Exécution des obligations qui incombent au Canada en vertu des traités en 2010-2011, en ce qui concerne la détermination des frontières dans le cadre des revendications territoriales autochtones et de la frontière internationale entre le Canada et les États-Unis d'Amérique.</li> <li>Projet UNCLOS : Poursuite de l'analyse des données sismiques et bathymétriques de l'Atlantique et détermination des lacunes. Entreprise des levés bathymétriques au nord de l'île Borden et des levés sismiques dans la mer de Beaufort.</li> <li>Mise en œuvre d'un nouveau modèle d'affaires et plan d'action pour la cartographie géospatiale. Ceci comprend la publication de 600 cartes topographiques du Nord canadien à l'échelle 1:50 000, la mise en place de l'architecture de base du portail canadien d'information géospatiale ainsi que la définition du rôle de RNCAN et du gouvernement dans l'élaboration et la production de cartes et de données géospatiales.</li> </ul>

<p>(SUITE)</p> <p>3.2.2</p> <p>Information géographique essentielle et soutien</p> <p>SECTEUR RESPONSABLE : SST</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Programme du plateau continental polaire (PPCP)</b> : planification et mise en œuvre des mesures de soutien logistique pour les programmes UNCLOS et GEM ainsi qu'à l'intention des clients habituels du PPCP; planification et exécution des mises à niveau et des améliorations (11 millions de \$ + 1 million de \$) des installations de Resolute; intensification de la collaboration avec le ministère de la Défense nationale (MDN) pour les opérations se déroulant dans le Nord, notamment en procurant un soutien logistique à l'Opération Nanook du MDN, qui doit se dérouler à Resolute à l'été 2010.</li> <li>• Mise en œuvre du modèle d'affaires pour le renouvellement des infrastructures terrestres (particulièrement dans le Nord canadien) dans le cadre des initiatives de l'observation de la terre (OT) du Canada; assurance aux Canadiens de l'accès (gratuit dans la mesure du possible) aux données sur l'OT; mise en place d'une série d'offres à commandes principales et nationales; création des archives sur l'OT; et rehaussement du rôle de la géodésie à l'appui des géosciences.</li> </ul> <p>RESSOURCES FINANCIÈRES PRÉVUES (EN MILLIERS) : 79 557 \$</p>
<p>3.2.3</p> <p>Processus fédéral de réglementation pour les grands projets de ressources naturelles</p> <p>SECTEUR RESPONSABLE : BGGP</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Direction de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une stratégie pangouvernementale afin de moderniser le processus d'examen réglementaire pour les projets de ressources naturelles.</li> <li>• Gestion efficace du processus fédéral de réglementation des grands projets de ressources naturelles, mesurée par le respect des échéances et des normes de service fixées par tous les ministères et agences fédéraux.</li> </ul> <p>RESSOURCES FINANCIÈRES PRÉVUES (EN MILLIERS) : 4 019 \$</p>

### ACTIVITÉ DE PROGRAMME 3.3 : FONDS RENOUELABLE DE GÉOMATIQUE CANADA

**Les demandes de RNCan, d'autres ministères et de clients de l'industrie pour des produits et des services du fonds renouvelable sont satisfaites par le recouvrement intégral des coûts.**

Le **Fonds renouvelable de Géomatique Canada (FRGC)** a été créé afin de permettre à Géomatique Canada d'imputer les coûts des biens et des services offerts aux utilisateurs qui en bénéficient directement, plutôt qu'aux contribuables. Le FRGC poursuit actuellement deux activités : la vente de photographies aériennes et de cartes papier à des clients externes; et les services par satellite qui investissent dans des ordinateurs et des stations terrestres pour tirer parti des investissements de partenaires internationaux et augmenter les possibilités d'affaires.

La réussite de cette activité de programme sera mesurée au moyen de l'indicateur suivant : *pourcentage des coûts des services et de la production qui sont recouverts*

(L'objectif est une tendance favorable à long terme.)

Aucune sous-activité n'est associée à ce programme.

### ACTIVITÉ DE PROGRAMME 4.1 : SERVICES INTERNES

#### EN QUOI CONSISTE L'ACTIVITÉ DE PROGRAMME

Cette AP comprend trois grands secteurs : soutien à la gouvernance et à la gestion, services de gestion des ressources, ainsi que les services de gestion des biens. Les activités et les services comprennent les communications, les services juridiques, la gestion des ressources humaines, la gestion financière, la gestion de l'information, la technologie de l'information, la gestion des immeubles et les services des matériaux et des achats. Les services d'administration et de surveillance – qui comprennent l'établissement des orientations stratégiques du Ministère, la supervision de l'allocation des ressources et la gestion des risques – relèvent également de cette AP.

La clé de l'efficacité et de l'efficience de cette AP est la capacité d'adaptation et de réaction des services internes à l'évolution des priorités et des exigences opérationnelles. De plus, les services internes doivent fournir au Ministère un soutien efficace, efficace et diligent.

#### NOTRE DÉMARCHÉ

La réalisation des objectifs ministériels exige des services internes qu'ils agissent sur deux fronts : premièrement, définir et réaliser un certain nombre de priorités et évaluer notre rendement en fonction de ces priorités; et deuxièmement, formuler une stratégie de mise en œuvre qui s'accorde à nos forces et s'appuie sur notre démarche ministérielle de renouvellement en vue de renforcer nos capacités. Ces objectifs seront réalisables en partie grâce à

notre structure de gouvernance et à nos gens : ceux que nous avons, ceux que nous formons et ceux que nous embauchons. La clé de notre capacité à répondre aux nouveaux besoins réside dans notre connaissance des dossiers ministériels, dans notre aptitude à élaborer des options et des scénarios, et dans notre habileté à les mettre au service d'un processus décisionnel efficace.

Des raffinements supplémentaires du processus de planification intégrée des activités et une structure de gouvernance améliorée aideront à harmoniser les priorités opérationnelles aux stratégies ministérielles, en particulier celles qui sont liées aux S-T, aux ressources humaines et à la gestion financière. Elles comprennent plusieurs composantes, comme les améliorations à l'exercice d'établissement des priorités, la création d'un comité de gestion des ressources pour renforcer la gestion financière à l'échelon ministériel, un [comité ministériel de vérification](#) renforcé, ainsi qu'une meilleure capacité à intégrer la science et les politiques.

Le renforcement de notre capacité de leadership en matière de politiques et la mise en œuvre des décisions liées à l'examen stratégique garantiront une plus grande harmonisation des activités avec les priorités des Canadiens. En outre, la refonte de l'architecture des activités de programmes et du cadre de mesure du rendement amélioreront la capacité de la haute direction à mesurer le rendement et à réaligner les fonds et redéfinir les activités.

L'intégrité de nos biens matériels servant à l'appui des fonctions de réglementation et de S-T sera assurée par l'entretien et la modernisation des laboratoires de RNCan dans l'ensemble du Canada, dans le cadre du [Plan d'action économique](#). D'autres systèmes clés seront modernisés et mis à niveau, comme le système

financier [SAP](#) et le système de ressources humaines [PeopleSoft](#), en vue d'améliorer les renseignements fournis aux décideurs.

La mise en œuvre de la [Stratégie de S-T](#) de RNCan nous permettra d'être reconnus comme une ressource de calibre mondial en S-T, des champions de l'application des S-T au profit de ressources naturelles durables, des chefs de file de l'intégration des S-T à la prise de décisions relatives aux politiques et aux programmes, et des partenaires dans la compréhension et la gestion des enjeux nationaux et internationaux liés aux ressources naturelles, grâce à notre expertise en S-T. La mise en œuvre de cette stratégie nous permettra en outre d'être des communicateurs dignes de confiance et efficaces, et d'informer la population sur nos priorités en S-T, nos orientations et notre rendement.

## COMMENT NOUS TRAVAILLONS À LA RÉALISATION DE L'AP

### *Nos gens*

La grande majorité de notre effectif en rapport avec cette AP appartient aux catégories administrative et professionnelle. Actuellement, les groupes professionnels de gestion des ressources humaines, des communications, des technologies de l'information et de la gestion financière font face à des défis démographiques de taille et à des taux de roulement élevés en raison de la forte demande à leur endroit dans l'ensemble de la sphère gouvernementale. Les compétences requises dans ces groupes permettent de faire appel à des mesures de dotation collective pour combler les écarts. En outre, le Programme de recrutement et de perfectionnement d'analystes de politiques est souvent utilisé pour recruter dans cette catégorie de postes.



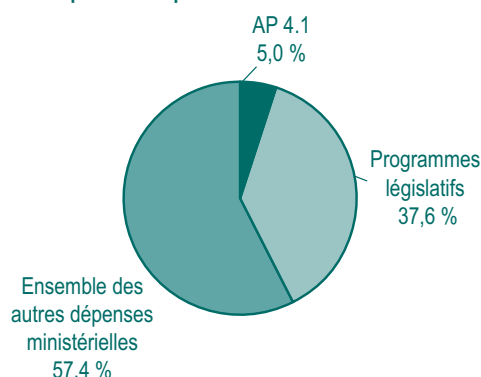
### *Nos ressources matérielles*

Pour la plus grande part, nos installations à l'appui de cette AP sont des bureaux dans la région de la capitale nationale à l'usage de nos employés des groupes administratifs et professionnels.

### *Nos ressources financières*

Les dépenses prévues en 2010-2011 en rapport avec cette AP sont de 223 millions de dollars. Elles baisseront dans les années subséquentes (23 p. 100 en 2011-2012 et 26 p. 100 en 2012-2013, par rapport aux niveaux de 2010-2011) en raison de l'arrivée à son terme du Programme de modernisation des laboratoires fédéraux (une initiative du PAE).

Dépenses prévues en 2010-2011



Les programmes et les initiatives relatifs à l'AP 4.1 s'organisent autour de trois sous activités, qui sont indiquées ci-dessous en même temps que les résultats escomptés pour 2010-2011.

#### 4.1.1

Soutien à la gouvernance et à la gestion

#### SECTEURS

RESPONSABLES :

Intégration des sciences et des politiques, Secteur de la gestion des affaires publiques et du portefeuille, et Direction de la vérification

- Raffinement du processus de planification intégrée des activités et réponse aux attentes en matière de planification intégrée telles que décrites dans l'initiative du renouvellement de la fonction publique. Ceci comprend l'harmonisation des ressources humaines, matérielles et d'information afin de réaliser le programme du Gouvernement.
- Révision de l'**Architecture des activités de programme**, le **cadre de mesure du rendement**, ainsi que le **profil de risque ministériel** afin de soutenir les processus de gestion ministériels (planification, suivi et production de rapports).
- Élaboration et mise en place d'une stratégie d'évaluation afin de soutenir les activités de gestion et de politique ministérielles.
- Mise en place d'une fonction de rapports sur l'information financière et non financière de façon semestrielle.
- Optimisation de la valeur et de la contribution du comité ministériel de vérification en renforçant ses opérations et son fonctionnement.
- Prestation des conseils et des services continus en matière d'affaires parlementaires, de communications, de marketing, d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels, de gestion du Portefeuille et de gestion des consultations.

RESSOURCES FINANCIÈRES PRÉVUES (EN MILLIERS) : 85 772 \$

<p>4.1.2 Services de gestion des ressources SECTEUR RESPONSABLE : Secteur de la gestion et des services intégrés (SGSI)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Poursuite de la mise en œuvre du cadre de gestion du talent de RNCan et apport à l'initiative du renouvellement de la fonction publique. Ceci comprend la détermination des compétences communes à RNCan, l'élaboration et la mise en place de stratégies et d'initiatives pour le recrutement et la conservation de l'effectif, la planification de la relève, le développement du leadership, etc.</li> <li>• Élaboration et commencement de la mise en œuvre d'une solution SAP qui regroupe les fonctions financières, la gestion des actifs et la gestion de projets en partenariat avec Agriculture et Agroalimentaire Canada.</li> <li>• Mise à jour du système de gestion des ressources humaines PeopleSoft, dans le cadre de l'initiative pangouvernementale des services administratifs ministériels partagés, qui vise à assurer une plus grande efficacité en matière de gestion des ressources humaines, financières et matérielles par la prestation de services partagés.</li> <li>• Renforcement des processus de gestion financière stratégique, y compris une révision du système ministériel de contrôles internes, afin de gérer les risques.</li> <li>• Intégration des technologies de collaboration avec les autres systèmes ministériels de gestion de l'information et de tenue d'archives afin de créer une base de connaissances ministérielles intégrée.</li> </ul> <p>RESSOURCES FINANCIÈRES PRÉVUES (EN MILLIERS) : 52 802 \$</p>
<p>4.1.3 Services de gestion des biens SECTEUR RESPONSABLE : SGSI</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre du Programme accéléré d'infrastructure en rapport avec les mesures d'entretien différées et de l'agrandissement des installations de recherche (y compris la restauration du complexe de la rue Booth).</li> <li>• Activités permanentes de gestion des immeubles, du parc de véhicules et du matériel de technologie de l'information du Ministère.</li> </ul> <p>RESSOURCES FINANCIÈRES PRÉVUES (EN MILLIERS) : 84 398 \$</p>

# ANNEXE A – ARCHITECTURE DES ACTIVITÉS DE PROGRAMME

<p><b>Résultat stratégique 1 : Compétitivité économique</b></p> <p>Les secteurs des ressources naturelles sont concurrentiels à l'échelle internationale, productifs du point de vue économique et contribuent au bien-être social des Canadiens</p>	<p>AP 1.1 : Possibilités économiques pour les ressources naturelles</p>	1.1.1 Marchés des minéraux des métaux investissement, innovation et productivité
		1.1.2 Protéger les marchés destinés aux produits forestiers
		1.1.3 Favoriser l'innovation dans le domaine des produits forestiers
		1.1.4 Harmoniser la gouvernance en matière de S-T en foresterie
		1.1.5 Appui de l'exploration énergétique et minière
		1.1.6 Politique énergétique
		1.1.7 Programmes législatifs – zones extracôtières de l'Atlantique
<p>AP 1.2 : Collectivités tributaires des ressources naturelles</p>	1.2.1 Les minéraux et les métaux à l'appui des collectivités	
	1.2.2 Partenariats communautaires axés sur la forêt	
<p><b>Résultat stratégique 2 : Responsabilité économique</b></p> <p>Le Canada est un chef de file mondial en matière de responsabilité environnementale sur le plan de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources naturelles</p>	<p>AP 2.1 : Énergie propre</p>	2.1.1 Matériaux pour la production et le transport de l'énergie et véhicules éconergétiques
		2.1.2 Politique sur l'énergie propre
		2.1.3 Énergie renouvelable
		2.1.4 Sciences et technologie énergétiques
		2.1.5 Efficacité énergétique et carburant de remplacement pour le transport
		2.1.6 Durabilité énergétique du secteur des pâtes et papiers
	<p>AP 2.2 : Gestion du risque lié aux écosystèmes</p>	2.2.1 Rendement environnemental fort dans le domaine des minéraux et des métaux
		2.2.2 La science des écosystèmes forestiers et son application
		2.2.3 Géoscience environnementale
		2.2.4 Gestion des déchets radioactifs

<b>Résultat stratégique 3 : Sûreté, sécurité &amp; intendance</b>  Les connaissances sur les ressources naturelles et sur la masse continentale et les systèmes de gestion renforcent la sûreté et la sécurité des Canadiens et contribuent à l'intendance des ressources naturelles et des terres du Canada	AP 3.1: S'adapter au changement climatique et gestion du risque lié aux dangers	3.1.1 Exploitation minière, infrastructure minière et sûreté et sécurité des explosifs
		3.1.2 La science des perturbations des forêts et son application
		3.1.3 Géoscience axée au changement climatique et à leur adaptation
		3.1.4 Géoscience pour la sécurité publique
	AP 3.2: Des connaissances sur les ressources naturelles et la masse continentale et les systèmes	3.2.1 Connaissances et données sur les minéraux et les métaux
		3.2.2 Information géographique essentielle et soutien
		3.2.3 Processus fédéral de réglementation pour les grands projets de ressources naturelles
	AP 3.3: Fonds renouvelable de Géomatique Canada	S/O
	<b>4.1: Services internes</b>	4.1.1 Soutien à la gouvernance et à la gestion
		4.1.2 Services de gestion des ressources
4.1.3 Services de gestion des biens		

# ANNEXE B – DÉTAILS FINANCIERS

ACTIVITÉ DE PROGRAMME (Budget principal des dépenses)	PRÉVISION DES DÉPENSES 2009-2010 (M\$)	DÉPENSES PRÉVUES (M\$)		
		2010-2011	2011-2012	2012-2013
<b>RÉSULTAT STRATÉGIQUE 1 : COMPÉTITIVITÉ ÉCONOMIQUE</b>				
1.1 Possibilités économiques pour les ressources naturelles <sup>3</sup>	304,3	248,1	148,3	119,4
1.2 Collectivités tributaires des ressources naturelles	14,4	11,8	11,9	11,9
<b>RÉSULTAT STRATÉGIQUE 2 : RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE</b>				
2.1 Énergie propre <sup>4</sup>	831,8	1 918,7	1 113,5	717,2
2.2 Gestion du risque lié aux écosystèmes <sup>5</sup>	180,0	205,7	89,3	97,6
<b>RÉSULTAT STRATÉGIQUE 3 : SÛRETÉ, SÉCURITÉ ET INTENDANCE</b>				
3.1 S'adapte au changement climatique et gestion du risque lié aux dangers	77,9	68,6	61,9	50,4
3.2 Connaissances sur les ressources naturelles et la masse continentale et les systèmes <sup>6</sup>	108,1	103,6	85,2	74,4
3.3 Fonds renouvelable de Géomatique Canada <sup>7</sup>	1,9 -1,9	1,9 -1,9	1,9 -1,9	1,9 -1,9
4.1 Services internes <sup>8</sup>	212,2	223,0	171,2	164,0
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>1 728,7</b>	<b>2 779,5</b>	<b>1 681,3</b>	<b>1 234,9</b>
<b>PROGRAMMES LÉGISLATIFS</b>				
1.1 Possibilités économiques pour les ressources naturelles <sup>9</sup>	2 182,2	1 676,4	1 354,7	1 010,9
<b>TOTAL NRCan<sup>10</sup></b>	<b>3 910,9</b>	<b>4 455,9</b>	<b>3 036,0</b>	<b>2 245,8</b>

<sup>3</sup> La réduction des dépenses en 2010-2011 comparativement à 2009-2010 est attribuable principalement au fait que l'exercice 2009-2010 comprenait le financement ponctuel pour le paiement de la Commission d'établissement de soldats. La réduction des dépenses dans les années subséquentes se situe surtout dans les programmes Diversification et innovation du marché forestier.

<sup>4</sup> Les augmentations de fonds en 2010-2011 sont attribuables au Programme d'écologisation des pâtes et papiers, au Fonds pour l'énergie propre, au Programme de l'énergie propre et aux programmes écoÉNERGIE Rénovation et écoÉNERGIE pour les biocarburants.

<sup>5</sup> La réduction des niveaux de financement en 2011-2012 et 2012-2013 par rapport à 2010-2011 résulte de plus faibles dépenses prévues pour le Programme des responsabilités nucléaires historiques.

<sup>6</sup> Dépenses réduites dans le cadre de l'initiative de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS).

<sup>7</sup> Toutes les activités sont exécutées selon le principe du recouvrement des coûts.

<sup>8</sup> Les dépenses plus élevées en 2009-2010 et en 2010-2011 sont attribuables à l'Initiative de modernisation des laboratoires fédéraux.

<sup>9</sup> Programmes législatifs dans le cadre de l'activité de programme Possibilités économiques pour les ressources naturelles – RNCan effectue divers versements législatifs à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador en vertu de sa responsabilité à l'égard des ressources énergétiques extracôtières. Les accords relatifs aux zones extracôtières de l'Atlantique prévoient que les recettes provenant de l'exploitation des ressources extracôtières soient versées aux provinces comme si les ressources étaient situées sur terre.

<sup>10</sup> Les prévisions de dépenses comprennent les ajustements au titre des budgets supplémentaires des dépenses votées et des dépenses législatives ainsi que d'autres ajustements indiqués par le Conseil du Trésor.

# ANNEXE C – DÉTAIL DES INITIATIVES DU PLAN D'ACTION ÉCONOMIQUE

RÉSULTATS ATTENDUS	INDICATEURS	DÉPENSES PRÉVUES 2010-2011
<b>DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS</b> (programmes Produits de bois canadien, Valeur au bois, Le bois nord-américain d'abord)		
Accroître les débouchés commerciaux pour les producteurs de produits de bois canadiens par le développement des marchés, la mise en valeur de l'image de marque et les activités de mise au point et de transfert de technologies	Marchés diversifiés pour les produits de bois canadiens; usage du bois dans le secteur de la construction non résidentielle en Amérique du Nord; nouveaux marchés pour les fabricants canadiens de produits de bois à valeur ajoutée	AP 1.1 21,0 M\$
<b>DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS</b> (appuyer les démonstrations à grande échelle de l'utilisation canadienne du bois dans les marchés étrangers et nationaux)		
Soutenir les initiatives qui visent à accroître les débouchés commerciaux pour les producteurs de produits de bois canadiens dans les marchés étrangers (p. ex., programme Produits de bois canadien) et nationaux (p. ex., Le bois nord-américain d'abord)	Initiatives de soutien aux projets de démonstration pour accroître les utilisations non traditionnelles du bois dans les marchés étrangers et nationaux	AP 1.1 5,7 M\$
<b>PROMOTION DE L'INNOVATION FORESTIÈRE ET DE L'INVESTISSEMENT EN FORESTERIE</b> (élaboration de projets pilotes à grande échelle sur de nouve		
Construire des projets pilotes de démonstration à grande échelle à l'appui de la commercialisation des résultats de la recherche	Unité pilote de production démontrant que la nouvelle technologie peut passer du laboratoire à la mise en œuvre à une échelle commerciale	AP 1.1 37,0 M\$
<b>FONDS POUR L'ÉNERGIE PROPRE</b>		
Soutenir la mise au point et la démonstration de technologies énergétiques propres	Nombre de technologies démontrées qui égalent ou surpassent les meilleures technologies actuelles; nombre de produits disponibles conformes aux codes et aux normes; nombre de démonstrations de technologie menant à la commercialisation (résultat à long terme)	AP 2.1 174,9 M\$
<b>Programme écoÉNERGIE Rénovation – Maisons</b>		
Inciter les propriétaires à améliorer l'efficacité énergétique de leur maison et à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES)	Demandes de subventions reçues; montants payés en subventions; nombre de subventions payées; réductions des émissions de GES; évaluations effectuées avant les rénovations	PA 2.1 389,9 M\$

## ANNEXE C – DÉTAIL DES INITIATIVES DU PLAN D'ACTION ÉCONOMIQUE (SUITE)

RÉSULTATS ATTENDUS	INDICATEURS	DÉPENSES PRÉVUES 2010-2011
<b>PROMOTION DE L'INNOVATION FORESTIÈRE ET DE L'INVESTISSEMENT EN FORESTERIE (contributions au Programme des technologies transformatrices administré par FPInnovations)</b>		
Mettre au point des technologies de pointe et réaliser des percées technologiques concernant l'utilisation de la biomasse forestière, la nanotechnologie et les produits forestiers de la prochaine génération	Nouveaux produits et procédés adoptés par l'industrie; nouveaux projets pilotes ou de démonstration et essais; contributions en nature des intervenants; consolidation des instituts de recherche	AP 1.1 43,8 M\$
<b>MODERNISATION DES LABORATOIRES FÉDÉRAUX</b>		
Entretien et moderniser les laboratoires de RNCan dans l'ensemble du Canada	Pourcentage des fonds du programme affectés à des contrats octroyés ou visés par un appel d'offres; pourcentage des fonds qui ne l'ont pas encore été	AP 4.1 24,8 M\$ AP 3.1 5,9 M\$
<b>ACCÉLÉRATION DE L'ASSAINISSEMENT DES SITES FÉDÉRAUX CONTAMINÉS</b>		
Évaluer des sites, activités de gestion des risques et d'assainissement des sites fédéraux contaminés	Nombre de projets d'évaluation prévus, en cours ou terminés; nombre de projets d'assainissement ou de gestion des risques prévus, en cours ou terminés	AP 4.1 8,6 M\$



## ANNEXE D – FORMULAIRE DE RÉTROACTION

Le Plan d'activités intégré a-t-il bien fait ressortir les priorités et les orientations stratégiques de RNCan?

Vous êtes-vous reconnu dans le PAI? Y avez-vous vu comment votre travail contribue à la réalisation de la mission et des priorités de RNCan?

Avez-vous des suggestions en vue d'améliorer le PAI?

Avez-vous des suggestions d'articles « Le saviez-vous? »

Autres commentaires

Veillez faire parvenir le formulaire rempli ainsi que tout autre commentaire à : [IBP-PAI@nrcan-rncan.gc.ca](mailto:IBP-PAI@nrcan-rncan.gc.ca).



# NOTES

---

# NOTES

---



